

UNITE ET IDENTITE DU VALAIS

Séminaire du 3 décembre 2005, au Château Mercier

Notes de discussion

Les personnes sollicitées pour participer à ce séminaire l'ont été pour leur franc-parler, leur absence de langue de bois et leur capacité de se prononcer librement, et non comme représentants de groupes politiques ou autres, sur un sujet aussi brûlant que les liens entre Haut et Bas-Valais.

La discussion fut nourrie, spontanée, pleine de diversités et d'inattendus. Un procès-verbal des interventions aurait été fastidieux, tant le sujet est riche et tant les avis sont circonstanciés.

C'est pourquoi nous avons repris les éléments clés qui ont fondé l'action de notre groupe de travail. Vous trouvez donc dans ce dossier :

1. le rappel du mandat de notre groupe de réflexion ;
2. les personnalités invitées au séminaire du 5 décembre;
3. les deux thèses politiques émises après une première analyse, thèses que nous avons souhaité confronter à un panel représentatif des courants de pensée ;
4. la mise en question de ces thèses par les divers groupes ;
5. la thèse 3, concernant le régionalisme et sa mise en confrontation ;
6. extraits des discussions en ateliers;
7. discussion générale ;
8. la thèse 4 : « Que faire ? » et le résumé des réponses ;
9. l'allocution de M. Claude Roch, Président du Gouvernement ;
10. réponses au questionnaire;
11. prises de positions de diverses personnalités invitées, transmises après le séminaire.

1.- Mandat

Groupe de réflexion présidentiel sur l'unité du Canton du Valais

Considérant :

- la nécessité impérieuse qu'il y a de renforcer l'unité du Canton, sur tous les plans ;
- l'acuité qu'a revêtue, ces derniers mois, le débat engagé sur les relations entre les deux parties du Canton ;
- la montée des sentiments et des réflexes régionalistes tant dans les corps constitués que dans les partis et dans la population ;
- l'utilité d'intégrer le Canton à la Confédération suisse, et de l'ouvrir sur ses partenaires transfrontaliers et étrangers :

Désireux de placer mon année de présidence du Conseil d'Etat sous le signe de l'unité cantonale,

- je charge les personnalités suivantes de réfléchir aux voies et moyens capables de renforcer l'unité cantonale, en toute liberté et indépendance.
- Au terme de leurs travaux, elles présenteront un rapport indiquant les mesures à prendre et les pistes à emprunter afin d'atteindre le but visé.
- Ces personnalités sont : MM. François Dayer, ancien rédacteur en chef du *Nouvelliste* du Valais ; Luzius Theler, rédacteur en chef adjoint du *Walliser Bote*, Bernard Crettaz, sociologue, ancien chargé de cours à l'Université de Genève ; Philippe Bender-Courthion, historien, adjoint de direction à la CRS.

Le mandat imparti porte sur les points suivants :

1. analyser les signes de divergences entre les deux régions linguistiques sous l'angle politique, économique, culturel et institutionnel;
2. réunir auprès des personnalités et milieux concernés les éléments qui permettent de faire un état des lieux de la question des rapports entre le Haut et le Bas-Valais ;
3. élaborer, d'ici au premier février 2006, un rapport circonstancié sur la question ;
4. formuler, dans l'intervalle, des propositions particulières pour favoriser une meilleure intégration entre le Haut et le Bas-Valais, dans le domaine scolaire et culturel.

Sion, le premier octobre 2005

2. - Liste des invités au Séminaire du 3.12.05

Monsieur l'Abbé François-Xavier AMHERDT Directeur de l'IFM	<i>Walliser Bote</i> M. Stefan ANDEREGGEN	M. Jean-Daniel ANTILLE Préfet honoraire de Sion
Monsieur Thomas ANTONIETTI	Economie suisse Mme Chantal BALET EMERY	Winterthur-Versicherungen Monsieur Werner BELLWALD
M. Gabriel BENDER Sociologue-Historien	M. Peter BLOETZER	VALAIS TOURISME M. Vincent BORNET
Bringhen AG M. Jean Pierre BRINGHEN	Médiathèque M. Jacques CORDONIER	Mme Cilette CRETTON
Mme Ariane DAYER Journaliste	Mme Eve-Marie DAYER- SCHMID	M. Jean-Bernard DUCHOUD
M. Yves ECOEUR	M. Christoph FOEHN Professeur-Médiateur	M. Yves FOURNIER Professeur
M. ART FURRER	M. Alphonse JACQUIER	Maître Caesar JAEGER Président
Mme Elisabeth JORIS Historienne	M. Peter JOSSEN-ZINSSTAG	M. Urbain KITTEL Promoteur
M. Antoine LATTION Préfet District Monthey	DFAE, Section Courrier M. Raymond LORETAN	Administration communale M. Fernand MARIETAN Président
M. Michel MASSY	M. Jean-Marie MEILLAND Professeur	M. Pierre-André MILHILT
Union des Industriels valaisans Lonza AG M. Stefan MISCHLER	Mme Marcelle MONNET- TERRETTAZ, Députée	M. Odilo NOTI
M. Vincent PELLEGRINI Journaliste	Mme Marie-Françoise PERRUCHOUD	INTERFACE Monsieur André PIGNAT, Directeur
<i>Le Confédéré</i> M. Adolphe RIBORDY	Lycée-Collège des Creusets M. Benjamin RODUIT, Recteur	M. Jean-Paul TORNARE

M. Maurice TORNAY

M. Roland VASSAUX

M. Jean-Jacques ZUBER

M. Mathias EGGEL
Député

VALAIS TOURISME
M. Jérémie ROBYR

Maître Dominique SIERRO

M. Roland PUIPPE
Journaliste

3.- Présentation des thèses politiques

Le Groupe a entamé sa réflexion à partir de la situation politique projetée dans le futur immédiat de 2007 et 2009.

Constatant que les atteintes à l'unité cantonale apparaissent de plus en plus souvent dans l'actualité électorale, nous avons souhaité poser le problème au grand jour, en passant par-dessus le non-dit institutionnel et politique dominant et en repartant du point de vue qu'il n'y a pas d'unité durable sans un « resenti commun » de l'équilibre des composantes cantonales.

Le constat de base étant : jusqu'ici, du fait des rapports de force, la politique avait réussi à maintenir l'unité. En sera-t-il de même demain ?

Thèse 1 :

la machine unitaire de la majorité est en train de s'enrayer

L'unité du Canton tient dans ses structures politiques. Or, celles-ci ont été largement dominées par la majorité PDC qui a fait de la représentation au Conseil d'Etat le point de fusion -a contrario le point d'explosion - de l'unité cantonale.

Du fait de l'existence de ses quatre associations (Noirs, Jaunes, Centre et Bas) le parti majoritaire a fait en sorte d'assurer la cohésion en garantissant une présence gouvernementale à chacun de ses piliers. Cet état de fait garantissait en permanence deux sièges sur cinq au Haut-Valais. C'est ce point qui a été déterminant pour ne jamais mettre vraiment en question l'unité du canton.

En perdant un de ses sièges, après plus de cinquante ans du 4-1, le PDC n'était plus en mesure de verrouiller cette unité tout en garantissant la double présence haut-valaisanne. Les autres éléments de « justice distributive » du parti majoritaire (juges cantonaux, conseillers nationaux et autres) ne feront pas le poids par rapport à la « perte » d'une présence au Gouvernement.

Après l'avènement du 3-1-1, cette double présence n'est assurée que par le fait que l'élu socialiste est un ressortissant du Haut-Valais. Une telle condition n'est pas renouvelable à moyen terme. Or, la représentation au Gouvernement constitue l'une des clés indispensables de l'unité.

Le PDC qui a été, bon gré mal gré et du fait de sa structure, le ciment de l'unité cantonale, n'est plus en mesure de jouer ce rôle. La machine majoritaire étant enrayerée, la question de la représentation de la minorité linguistique va se poser de manière décisive. Si l'on n'y prend garde, c'est donc bien l'unité du canton qui va s'en ressentir.

Cette thèse n'étant pas connue des invités avant le début de la discussion, elle n'a pas été soutenue ou combattue de manière étoffée par les personnes au panel. Les clivages de nature politique se sont faits sentir, surtout du fait que nous avons présenté simultanément la thèse 2, qui affirme l'incapacité des minorités politiques à prendre le relais de l'unité.

Voici cette **thèse 2** :

la question de l'unité est un cheval de bataille des minorités

Le maillage mis en place par l'appareil PDC sur l'ensemble du canton a été déterminant pour la pérennité du pouvoir majoritaire. Mais ce pouvoir n'aurait pas tenu sans une prise en compte des équilibres régionaux. D'où le constat que le PDC a eu un rôle objectif déterminant dans le maintien de l'unité.

Cette équation parti=unité est évidemment réversible. En défendant son hégémonie, le PDC se devait de sauvegarder l'unité. En préservant l'unité, le même parti oeuvrait pour sa propre puissance. Au point que cette question est devenue l'un des fondamentaux du discours politique, surtout minoritaire.

En dénonçant une prétendue confiscation du thème de l'unité par la majorité, radicaux et socialistes ont constamment voulu mettre le doigt sur les mécanismes de la justice distributive du parti au pouvoir. L'accusant de se maintenir en place par clientélisme.

Pour autant, radicaux et socialistes, à une exception près, ont été très prudents quand à la mise en cause de l'unité elle-même. Partagés qu'ils sont entre le pilonnage tactique de la machine dc et les avantages jugés indéniables de l'unité cantonale. Minoritaires en Valais mais mieux placés en Suisse, radicaux et socialistes tiennent « l'entité Valais » entière pour un élément déterminant de l'appartenance confédérale.

Dans leur histoire récente, PS et PRD ont d'ailleurs tenté, avec des bonheurs contrastés, de tirer parti de la dualité cantonale. Utilisant pour cela les armes électorales qu'ils contestaient à l'adversaire, mais atteignant rapidement les limites de l'exercice. Soit par le nombre limité de mandats à répartir (PS). Soit par le rejet de la greffe idéologique (FDP).

S'il faut admettre que la machine majoritaire ne sera plus demain, garante de l'unité, il faut également constater que les deux minorités, PS et PRD, ne sont pas en mesure de prendre le relais. A moins de jouer, dangereusement, aux apprentis sorciers.

4. – Mise en question de ces thèses par les divers groupes

Plutôt que de faire un compte rendu qui aurait obligé à un accord de tous les intervenants, nous avons retenu quelques prises de parole qui donnent le climat de la question, selon les notes prises, en respectant la liberté de ton des intervenants.

Un troisième socialiste

Pour qu'un socialiste ressortissant du Haut-Valais soit en même temps Conseiller d'Etat et que cela puisse durer, personne aujourd'hui ne peut dire que pareille hypothèse est jouable. Elle est n'est pas jouable à l'évidence. Un jour ou l'autre ça va sauter. Le PDC qui est le ciment cantonal, objectivement, n'est plus en mesure de jouer son rôle. On dirait que cette machine majoritaire, machine à structurer la politique du canton, est un peu enrayée, et cela peut être dommageable pour l'unité du Valais.

La machine grippée

Il n'y a pas eu un si grand problème entre le Bas et du Haut-Valais tant que cette machinerie majoritaire marchait. Elle est grippée, d'où le problème. J'ajouterais quelques éléments à ce diagnostic. Le premier c'est : le ciment par un seul parti était très fort, c'était un mortier romain tant que la société valaisanne était immobile, bougeait peu. Ce ciment a été extraordinaire mais la notion d'avoir une seule structure politique légitimée à gouverner, représenter les gens, est finie. Aujourd'hui c'est la montée des minorités qui s'accélère, c'est la pluralité des partis politiques.

Au détriment du pluralisme

Dans une société immobile, c'est facile d'avoir une structure politique unique, mais dans une société qui bouge la pluralité des structures politiques devient élevée. La question d'identité tient tellement au canton qu'on a parfois privilégié l'unité au détriment du pluralisme, et de la citoyenneté. C'est-à-dire que pour garder l'unité cantonale, on a considéré le canton, non pas comme une République de citoyens qui s'affrontent légitimement sur les idées et les projets, mais comme la juxtaposition de districts, des régions, etc. Ainsi on a privilégié "la notion de tournus".

Prévisions

Il y a des députés au Grand Conseil qui aujourd'hui calculent leurs chances de devenir Président du Grand Conseil dans douze ou treize ans .Ils sont capables de vous dire qu'un tel sera le Président du Grand Conseil, que le vice-Président proviendra du Bas-Valais. Après on remontera chez les Jaunes et nous passerons sur les Bleus, etc. Ces notions nous apparaissent importantes, mais sont dans le ridicule absolu et conduisent à la féodalisation de la politique en ce XXI^e siècle.

Le ciment

L'unité: le ciment s'est fait dans une espèce de clientélisme. Et le clientélisme est l'ennemi de la démocratie parce que c'est le vice de la démocratie. Si vous choisissez les gens en fonction de leur appartenance purement politique vous ne créez pas la politique égalitaire. Mais le clientélisme existe aussi dans des régions où le Parti radical ou socialiste sont forts. Ce clientélisme a nourri pas mal de ressentiments.

La proportionnelle

L'Etat fort, aussi légitime soit-il, est celui qui appartient à tous et non pas à un seul parti ou un seul groupe. Depuis vingt ans, il faut le reconnaître, cela change. La justice a ouvert les vannes et ça suit, même si la proportionnelle n'a pas été admise. Le Valais romand a dit oui, ce qui est un signe pour d'autres raisons peut-être, mais lentement on sent que ça s'ouvre, même si c'est très lent.

Le libéralisme

Les minorités ont eu, avec le Haut-Valais, des relations très curieuses. D'abord avec le Parti radical et, que l'on le veuille ou non, c'est lui qui a fait perdre au Haut-Valais son pouvoir. Puisque en prônant l'égalité entre le Haut-Valais et le Bas-Valais, il a créé un pays associé à la souveraineté et que le pays souverain soit diminué sur l'absolutisme. Et ça reste dans les mentalités profondes du Valais. Le libéralisme est encore un péché dans le Haut-Valais.

Le vote ethnique

Le Parti socialiste qui, pourtant, a été créé dans le Haut-Valais, à Brigue en 1919, est aussi dans une situation très ambiguë envers cette région. A la fois il lui donne des Conseillers d'Etat mais l'a affaibli. Les socialistes savent très bien, par exemple en ce qui concerne le Haut-Valais, que c'est un peuple qui vote à 80% pour un Conseiller d'Etat de sa région. Les minorités ont des rapports ambigus avec le Haut-Valais en ce sens que le Haut-Valais leur apparaît aujourd'hui, et ça c'est un élément essentiel, comme une hypothèque sur le pluralisme politique et la répartition équitable de la politique en Valais.

La pierre qui cache

Les coups de butoir donnés par les minorités à cette question d'unité ont été des coups de butoir contre la prise en charge de l'unité par la majorité. Cela est essentiel à connaître. C'est pourquoi ce non-dit existe. C'est pourquoi on ne va jamais au bout. Celui qui se lance va un petit bout et se rend compte qu'il a déterré un nid reptilien et met la pierre dessus assez vite. Il est assez conscient qu'il a donné un coup de butoir dans le PDC et ça lui suffit comme exercice, il n'a pas besoin d'en faire plus. Tout de suite il peut remettre la pierre dessus, les choses vont continuer.

Répétition valaisanne

J'ai l'impression qu'on brasse toujours la même chose. On a toujours parlé de la séparation entre le Haut et le Bas-Valais. Quelque part vous mettez le doigt sur un problème et c'est toujours la même chose. Pour la première thèse c'est une évidence. Pour la seconde c'est une évidence aussi.

Fait-on de la politique ?

Je pense que la première thèse est juste. Ce qui me dérange le plus, c'est que, à un moment donné, ce blocage entre le Haut et le Bas-Valais

empêche de faire la politique. On ne peut plus discuter dès qu'on touche aux questions liées au Haut-Valais.

Sortir de la politique

Ce ne sont pas tellement des problèmes qui se posent au niveau politique. Il faudrait les transposer sur un niveau culturel, intellectuel et linguistique. D'autre part, les mêmes problèmes, alors qu'on s'occupe de la répartition des petits postes, etc., se posent aussi sur le plan Suisse. Tous ces non dits sont des problèmes qui se posent sur le plan national. De la même manière la question des femmes et la distribution des postes se posent également.

La culture des quotas non avoués

Mon souci, c'est qu'en Valais on a une culture des quotas. Pas seulement au PDC, mais aussi dans d'autres partis politiques ainsi que dans les associations professionnelles. Cette culture des chiffres sur le territoire des partis, ces codes barres sont des limites, non pas seulement au niveau politique mais aussi au niveau plus large. Si on pouvait aujourd'hui parler du comment dépasser ces questions de quotas on aurait fait un grand travail. L'anarchie a un tout petit peu évolué par rapport à l'époque où on définissait les stratégies au Grand Conseil. Maintenant il y a à l'intérieur du PDC des négociations et des discussions. Mais le parti n'est plus le bloc monolithique qui a un chef cantonal. Ça c'est ouvert un peu.

Plus important

Bien que ce soit intéressant la façon dont on approche ce problème d'unité et d'identité du Valais, cela est curieux qu'on parle avant tout de politique. Je pense qu'il y a d'autres domaines qui sont tout autant importants, sinon plus importants. Par exemple la culture, la notion de l'histoire, tout l'aspect socio-économique pour faire face à l'avenir. L'histoire nous sécurise, parce que la Suisse et le Valais nous ont donné la paix, la sécurité. La terre nous a donné la prospérité, mais demain, est-ce qu'on aura encore besoin de ça? Est-ce qu'il n'y a pas d'autres défis qui demandent une approche différente ? En même temps, les jeunes

deviennent individualistes, le collectif a de moins en moins de l'importance et tout cela change notre monde.

Monthey et New York

Mais pour revenir aux questions politiques de "*la machine*", je pense que dans un état multiculturel "*la machine*" est la seule à même de tenir l'unité et faire avancer le pays ensemble. C'est justement l'aptitude au compromis. Pour ceux qui aiment, je propose de lire Karl Schmidt dans son traité où il a dit: "*la Suisse, il y a longtemps qu'elle serait éclatée si elle n'était pas capable du compromis*". Dans un pays multiculturel, il faut être apte au compromis. C'est le meilleur qui est souvent l'ennemi du bien. Pour cette raison, il faut justement avoir quelques règles sur comment agir ensemble. Le problème du manque d'unité, s'il y'en a, n'est pas seulement l'affaire du Haut-Valais et du Bas-Valais, mais c'est aussi l'affaire du Chablais et du reste du Valais. Je l'ai vécu, j'étais Montheysan pendant quelques années et j'entendais là-bas beaucoup plus de plaintes que je n'en entends dans le Haut-Valais.

En plus, concernant la politique locale, et ceci est spécialement vrai dans le Haut-Valais que dans le Bas-Valais, ce petit cercle est le plus important. La raison d'être de l'Etat c'est d'assurer la sécurité, la paix, la défense du territoire. Mais pour le reste, c'est la politique locale, dans le petit cercle, et cela a toujours été l'affaire de tout le monde, pas d'une certaine élite comme peut être dans d'autres pays.

Crainte pour l'unité

Avant de parler du risque de désunion entre Haut-Valais et Bas-Valais, il faudrait d'abord parler de ce qui nous unit. La géographie, l'unité religieuse, l'unité politique, etc. L'unité valaisanne est de toute manière artificielle. Du point de vue politique, la Suisse a connu mille ans de violence politique. Le départ des entreprises (délocalisation) peut être source de division. L'unité cantonale se fera dans la violence qui viendra peut-être de l'extérieur Il faudrait faire un état de la situation pour savoir comment maîtriser ce risque de division. J'ai une identité de citoyen du monde parce que j'ai habité à New York, mais avant tout je suis Viégeois, Valaisan et Suisse. En tant que parlementaire fédéral au PDC, nous avons toujours fait partie du bureau latin du PDC qui est très important. C'est un groupe qui a de l'influence.

Trop c'est trop

Je pense que les thèses sont bonnes, mais je crois qu'on donne beaucoup d'importance à la politique. Tous les partis ont des problèmes énormes. La politique a perdu sa crédibilité parce qu'elle n'a pas trouvé les solutions que

les citoyens attendaient, surtout les problèmes complexes. Je pense que pour notre débat, il faut prendre en considération que pour le Valais, c'est des décisions économiques, culturelles qui vont devenir plus importantes que certaines décisions politiques.

Société civile ?

Je pense que la culture, par exemple, cette organisation qui est très conservatrice, montre que la société civile dont vous avez parlé existe bien en Valais, mais son esprit est dicté par des décisions d'un juge de district. Mais, un certain espoir existe aussi que, par cette culture il y a un mouvement qui prend en considération toutes ces valeurs comme la santé, etc. Je pense que la politique se trompe un peu. Un dernier exemple: tout le monde parle de 2009. Mais en 2007, on va avoir en Valais une situation qui est extrêmement délicate pour tous les partis. On ne peut plus calculer. En 1997, Pierrot Moren disait « En 2007, tous les partis politiques, toutes les stratégies vont se retrouver devant une situation que personne ne maîtrise. »

Du point de vue de l'unité. Je me sens Valaisan. Quand on a l'expérience de la politique fédérale, on sait que la valeur des Haut-Valaisans c'est d'être des interlocuteurs vis-à-vis des latins et d'autres groupes politiques. Je ne pense pas que l'unité est quelque chose qui est en danger. C'est un non sens de penser qu'on va vers la formation de deux cantons.

Trop de politique en Valais ?

Il y a une absence de culture politique, on fait de la politique politicienne, mais on aborde jamais les problèmes réels du canton par exemple, on développe la prédominance d'une couleur ou d'un parti politique par rapport à un autre, il n'y a pas vraiment débat, il n'y a pas d'enjeu... Sur la légitimité de cette thèse politique on est en train de dire que la politique prend beaucoup trop de place dans notre raisonnement. Que le trois/un, 2007, 2009, tout cela prend beaucoup de place, il faut balayer tout cela et regarder vers la culture, vers la société civile.

La politique et l'Etat ont des raisons d'être. Tout ce que les familles, les communes ne peuvent pas faire, ce sont les communes, les cantons et la Confédération voire l'Europe qui doivent le faire. Il faut de la politique, elle est importante, elle est un instrument pour sauvegarder les principes qui sont dans la Constitution, les vraies valeurs de notre société, mais après il faut formuler des buts et faire de manière à ce qu'on puisse les atteindre.

Un meilleur fonctionnement démocratique

Juste un trait d'histoire. J'ai eu un grand privilège d'être membre cofondateur et coliquidateur du *Journal du Valais* en 1974-1975. Je rentrais après quinze ans d'absence du pays, et en Valais c'était le *Nouvelliste*, l'Evêque et le PDC qui dirigeaient ("*c'est la chape institutionnelle*"). On était dirigé par cette trilogie. Aujourd'hui, je pense que ça s'est amélioré mais ça n'a pas disparu. La question qui se pose est : est-ce que dans le Valais romand la démocratie fonctionne vraiment ? Pour un PDC, moi je dis que non, encore aujourd'hui il y a une énorme cooptation, il y a le poids de la différence numérique entre le PDC, les radicaux et les autres et les minorités râlent.

Comment peut-on renverser cette tendance ? Une hypothèse : si on devait se séparer du Haut-Valais, le PDC serait pratiquement minoritaire. On aurait un rapport numérique de fait et le rapport numérique fait péter les choses. Aujourd'hui, si on veut que la démocratie fonctionne bien, à mon sens, il faut pouvoir équilibrer ce rapport numérique. Bien sûr, il ne faut pas faire cette division avec le Haut-Valais, mais c'est une combinaison entre le Haut et le Bas-Valais qui permet au PDC de continuer à jouer ce jeu.

Unité bateau

La question de l'unité cantonale intéresse le PDC, car il en a besoin pour être au Conseil d'Etat. Mais le problème n'est pas uniquement politique. Les gens votent beaucoup par affinité. En outre, l'unité est un mot bateau est n'est pas ce qu'il y a de plus important. La division du canton n'est pas un sujet essentiel.

Arrêtons de parler du PDC, j'aimerais mettre une nuance. Dans le Valais il faut se poser cette question: est-ce qu'on est divisé sur un choix de société, sur certaines valeurs ou pas ? Il faut ça en démocratie. Mais une division entre les régions et même entre les communes comme Brigue et Viège, une division qui devient institutionnalisée au point d'en arriver à se haïr et à se jalouser, ça c'est très mauvais. Si on constate que c'est le cas en Valais, il faudrait chercher des remèdes et changer les choses.

Politique et symbole

L'importance de la politique dans les thèses, à mon avis, est justifiée. Parce qu'on constate que la politique n'est pas, peut être, plus importante, mais elle reprend des choses sur problèmes symboliques que les gens n'arrivent pas à exprimer. Vous avez peut-être raison avec la machine, parce que les gens ne vont pas voter sur des sujets qui les concernent directement. Je pense aussi que quand on voit les sujets qu'on avait traités politiquement, où les gens pouvaient s'exprimer, c'est quand même énorme comme sujets et pour des choses qui avaient une importance énorme, les gens sont restés à la maison. Et pas seulement les sujets de votations, mais même pour les élections. A Brigue, par exemple, la moitié des gens n'a pas participé. Pendant les élections nationales, c'est la même chose. Cela montre qu'il y a de l'immobilisme et un décalage entre la politique et les citoyens.

Culture du conflit

On ne met pas en valeur la culture de la confrontation. Tout de suite on met une connotation négative sur quelqu'un qui entre en confrontation. Que cela soit un journaliste, etc. On pourrait de temps en temps mettre en valeur, en exergue, d'une manière ou d'une autre, les gens qui entrent en confrontation et montrer qu'elle est une bonne chose, qu'elle est nécessaire, qu'elle crée de la vitalité et suscite le débat.

Une société dominée ?

En Valais, comme le disait Urbain, on est dans une société effectivement politiquement dominée mais qui a un moyen d'expression beaucoup plus fort que dans le canton de Vaud. Les Valaisans s'expriment beaucoup plus, notamment à travers les médias. Les médias valaisans sont des endroits où tout le monde peut s'exprimer.

On a vu à un moment donné, éclore un certain nombre d'idées, de débats dans le Haut-Valais dans les années 1970-1980, notamment. La montée des Rouges du Haut-Valais a fait que ça pouvait exister. Il y avait une nouvelle manière de poser des questions. Tout ça maintenant est fini, tout le monde est devenu lisse et calme à la surface.

Mais ils ont atteint leurs buts, ils ont fait des brèches, leur façon de faire la politique a changé. Le PDC du Haut-Valais, à un moment donné, était plus à gauche que les socialistes.

5. - Thèse 3 : le régionalisme

Les régionalismes seront les vrais tueurs de l'unité cantonale.

« Il est moins difficile de régler les problèmes entre le Haut et le Bas que de mettre d'accord Viège et Brigue, Sierre et Martigny. »

En dehors de la question linguistique, les divergences fondamentales qui séparent les deux populations se comptent sur trois doigts :

- *Le Haut-Valaisan est plus jaloux de sa liberté individuelle et plus réticent à céder du pouvoir à la collectivité.*
- *Le Bas-Valaisan est plus interventionniste quant à l'organisation de l'Etat. Il est moins soucieux de ne pas empiéter sur les droits individuels.*
- *Tous deux sont de plus en plus imprégnés d'une « culture suisse » différente. Sur les questions nationales, le Haut-Valais est sensible au discours alémanique que le Bas rejette généralement pour se tourner vers la Suisse romande.*

Ces fondamentaux reviennent dans toutes les réformes importantes. Paradoxalement, ces divergences ne sont pas des ferments de division dans la mesure où ils sont assumés et pris en compte.

Le danger pour l'unité interviendrait réellement le jour où ces divergences n'apparaîtraient plus dans le dialogue institutionnel.

La question de l'unité appartient au discours académique. Le vrai cancer qui ronge le canton est le régionalisme. Voire le localisme qui empoisonne la recherche du bien commun. Le vrai danger n'est pas celui du séparatisme mais celui de l'atomisation.

La structure en districts et à l'intérieur de ceux-ci n'est pas innocente à cet égard. C'est l'appartenance des élites à une provenance géographique limitée qui joue le rôle primordial dans leur désignation. Les institutions sont dès lors inévitablement imprégnées de réflexes régionalistes « naturels ». Il faut exiger des élus à tous niveaux de transcender leur origine pour défendre l'intérêt commun.

L'inévitable redistribution des moyens financiers, les nécessités impérieuses d'économie des deniers publics obligent l'Etat à concentrer son action. En sacrifiant les privilèges régionaux. Donc en rallumant les foyers régionalistes. A terme, ce sont les régionalismes qui vont tuer l'unité.

Dans le même esprit que pour les thèses politiques, les extraits ci-après donnent un ensemble de réponses nuancées sur la question posée.

Les hôpitaux du Haut

Le problème est que les hôpitaux ont été créés par les communes. C'est le cas pour ceux de Viège et de Brigue. Historiquement, le canton n'a rien donné. C'étaient les sœurs Ursulines avec Victor Petrig qui ont utilisé un pensionnat à Viège et en ont fait un hôpital de district. Victor Petrig était du district de Viège, il était Conseiller national puis Conseiller aux Etats. C'est lui qui s'est battu pour que le Conseil d'Etat soit élu par le peuple est non par le Grand Conseil. Cela était une affaire de commune, après c'est devenu tellement important, tellement cher que le Canton et la Confédération ont mis la main dessus et on a changé le règlement. La planification est devenue l'affaire du canton, le conseil d'administration a été castré et finalement le Canton l'a totalement contrôlé. A ce moment-là, il doit trouver des solutions qui correspondent aux besoins de régions. Ça n'est pas du régionalisme.

A ce moment-là ce qu'on aurait pu attendre de la part du Canton c'est qu'il prenne des mesures qui ne soient pas régionalistes mais cantonales.

Quand le Canton commence à répartir les tâches, il doit le faire d'une façon équitable. Quant aux communes, quand elles ont des tâches communes, elles devraient les faire ensemble et veiller à ce qu'il y ait un contrôle et une légitimation démocratique.

Les communes

C'est quand même un scandale de s'accrocher à des entités communales de cinquante habitants...?

Cela n'a pas de sens en effet, parce qu'il paraît que ces communes ne sont plus viables, elle n'ont plus les moyens de remplir leurs tâches. A ce moment-là, si elles demandent à l'Etat de les financer, il faut qu'elles en acceptent les conditions. Mais aussi longtemps qu'une commune peut vivre, même composée d'une cinquantaine d'habitants, on ne peut pas la supprimer.

Dans le Canton de Lucerne, réduire le nombre de communes c'est une vision politique qu'un Gouvernement doit faire. L'imposer à un moment donné pourquoi pas. En tout cas, on ne donne pas de l'argent par la péréquation financière à des structures qui, en principe, dépendent de l'argent des autres. La politique doit être en mesure de donner, par exemple aux habitants de la Vallée de Conches, la possibilité de s'exprimer dans une structure qui est adaptée.

Voir aussi groupe atelier 2 : bon et mauvais régionalisme

6.- Extraits des discussions en ateliers

Après la discussion générale, les invités se sont séparés en groupes de travail pour approfondir les thèses. Voici quelques éléments de synthèse présentés au plenum.

Atelier 1

La langue

Tout d'abord communication-langage. Dans le groupe, il y a une forte majorité où tous sont de l'avis qu'il faut améliorer la communication en partant vers l'amélioration des connaissances linguistiques. Il faut commencer avec ces connaissances linguistiques très tôt. On a vu avec un mélange d'étonnement et de plaisir que du côté de Brigue il y avait des classes bilingues qui finalement ont échoué parce qu'il y avait trop d'intérêts pour ces classes qui faisaient des jaloux. Les parents qui ne pouvaient pas participer ont voulu, à forcer de casser ces classes bilingues, les mêmes droits.

Marchés publics

Un autre point important et un peu étonnant est qu'un membre du groupe, un architecte indépendant, nous a dit que finalement la libéralisation des marchés a tué le clientélisme dans son secteur. C'était la première fois où il a pu participer à des concours à armes égales. Cette ouverture du marché est pour lui, non seulement la fin du protectionnisme, mais aussi la fin du poids énorme de la politique distributive dans le Canton.

Les journaux

Les médias devraient beaucoup plus travailler sur les deux langues. D'autre part, les journaux devraient faire des coopérations et, peut-être, forcer les lecteurs à faire un peu plus connaissance de ces problèmes et réalités cantonales. Mise à part ce problème de régionalisme et de fracture entre les régions, il y avait une critique à l'endroit des médias. Mais il y a un point positif pour les médias : c'est que les gosses du Haut-Valais, grâce à la Télévision suisse-allemande ont nettement amélioré le bon allemand, langue qu'ils doivent apprendre péniblement à l'école. Il y a aussi un constat du côté du Valais francophone qui a perdu un peu de ce français teinté de patois. Est-ce positif, est-ce négatif, les opinions étaient partagées.

Les deux sièges

Notre groupe est d'avis que, pour le bien du canton, la pensée devrait changer beaucoup plus d'ouverture dans le sens d'être moins régionaliste.

Notre groupe est d'avis aussi que la crise de l'unité cantonale est une crise politique. Une politique qui, depuis six ou huit ans, n'est pas capable de régler ce problème. Qu'on vienne maintenant raconter qu'il y aurait un problème si le Haut-Valais perdait ses deux sièges, on peut penser que, quand même, les institutions auraient eu toutes les possibilités de changer la Constitution et par conséquent éviter cette crise, si crise il y a. Il y a un fort sentiment qu'on doit supporter la politique, qu'on est malmené par elle, qu'elle ne prend pas en compte les vrais problèmes et se perd dans les détails et que finalement c'est une crise de la politique et non pas une crise des citoyens. Les citoyens se sentent plutôt pris en otages par la politique.

Atelier 2

Nous avons pris les thèses les unes derrière les autres pour voir comment elles étaient perçues. Si elles étaient exagérées, s'il fallait les mettre dans la balance. Parce que ce que l'on va faire c'est de l'exploitation, c'est-à-dire d'une part, voir comment les thèses ont été reçues, car on en a besoin et deuxièmement savoir quelles sont les autres idées qui pourraient émerger suite à ces thèses.

J'ai d'abord posé la question aux membres du groupe pour savoir si on avait prémâché le travail, préculsiné les thèses. Effectivement, on les a rendu tellement synthétiques, tellement précises que cela peut paraître comme des choses à prendre ou à laisser. Notre groupe a estimé que c'est bien de l'avoir fait ainsi. Mais, il ne s'est pas privé de dire tout le mal qu'il en pensait. Pour lui, la manière de poser la question est bonne, mais la question est discutable.

Le lien avec la politique

La politique politicienne, la politique distributive, etc., tout le monde est d'accord qu'il fallait la poser, mais tout le monde est d'accord pour dire que l'essentiel n'est pas là. Il faut laisser la politique faire son business. Tous les partis politiques sont en perte de vitesse. Ils ont de la peine à rester en adéquation, c'est uniquement des politiciens et des éléphants, comme on l'a dit. La politique est en perte de vitesse par rapport à la société, les politiciens n'ont plus ni les questions, ni les réponses. Ou on va vers un crash monumental en politique ou la politique continuera de vivoter et d'accentuer le décalage avec la vraie société et pas seulement la société civile. Ce décalage sera tellement visible qu'il éclatera. En fait, le plus important c'est que les réflexes politiques qui sont très éloignés des réflexes citoyens. On dit par exemple : quand il y aura des miettes à distribuer la politique continuera d'exister telle qu'elle. Aujourd'hui, le système se survivra à lui-même, jusqu'où, on ne sait pas ? Mais pour l'instant, il semble que tout le monde y compris ceux qui n'ont que des petites miettes ont intérêt à conserver ce système. C'est assez intéressant comme point de vue surtout venant de politiciens.

Pas en danger

Est-ce que l'unité existe, est-ce qu'elle est en danger ? Il y a eu une opinion générale qui est : l'unité ce n'est pas un truc à poursuivre, il n'y a pas besoin de fabriquer l'unité, prototype de Valaisans. C'est un état existant, qui est ce qu'il est, il faut faire des choses, mais ce n'est pas en travaillant sur l'unité qu'on va y arriver.

Alors on se pose la question, faut-il aller dans la partition ? La réponse est non à une exception près. Il y a une seule voix qui dit qu'il faut diviser pour foutre en l'air ce machin. Parce que c'est un système qui joue de manière éhontée en faveur du PDC. Par conséquent, il faut le démolir pour permettre d'instaurer un véritable pluralisme politique dans ce canton et permettre d'avoir de nouvelles bases de discours politique. En gros c'est ça. Une partition du Valais, ce n'est pas la peine d'en parler, on n'entre pas en matière sur la question. On voit bien que notre intérêt et de faire le Valais confédéral ensemble.

Citoyenneté

Ce qui est à faire en revanche, c'est une redistribution, non pas sur le plan géographique. Ce qu'il faut c'est une reculturation politique, c'est-à-dire recréer une vraie culture politique. Une culture de la citoyenneté valaisanne qui est une vraie valeur, qui met en place de vraies choses, alors qu'aujourd'hui il n'y a pas de culture politique, il y a une culture politicienne, ce qui n'est pas la même chose. Cette culture politicienne conduit à la situation où l'on est aujourd'hui, il faut laisser aller, on verra bien. 2007 c'est le grand soir, 2009 c'est Harmagedon.... Tout le monde, qu'il soit de droite ou de gauche, voit venir ça avec beaucoup de gaieté. Donc, il manque de culture politique, il manque la définition de ce que les gens veulent, ce à quoi ils rêvent et ce qui les fait bouger. Ce qui les fait bouger ce n'est pas la politique. On le voit actuellement c'est les grandes idées, les grandes questions qui font bouger les gens.

Sur le régionalisme

On a assez vite défini qu'il y avait le bon et le mauvais régionalisme. Il y a, comme du cholestérol, du bon et du mauvais. Seulement il faut savoir définir le bon et le mauvais. Ce que j'ai retenu de ce qui a été dit, c'est qu'il y a un régionalisme qui permet de rapprocher les citoyens dans la communauté dans laquelle ils vivent. Ce régionalisme qui permet de participer réellement aux prises des décisions et surtout à la discussion est un bon régionalisme à encourager et à mettre en valeur. La région existe, l'esprit qui consiste à vouloir participer à la vie de la communauté il faut le sauvegarder, il est important. En revanche il faut être impitoyable avec tous les régionalismes qui font perdurer le superflu.

Le pouvoir aux technocrates

Selon le groupe, ce n'est pas le problème du régionalisme qui est important. Ce qui est plus important, c'est le glissement des pouvoirs. Aujourd'hui, on est dans un système dans lequel les décisions n'appartiennent plus au pouvoir. On nomme un pouvoir qui lui-même délègue ses pouvoirs qui sont concentrés entre les mains des experts. Et il y a une manière dont on délègue sournoisement toutes les décisions à des commissions d'experts, à des gens qui font partie des associations des régions, soit au niveau fédéral ou cantonal. Ce sont des associations des

régions au niveau fédéral qui finissent par créer, en même temps, le lobby, en même temps la puissance de décision entre l'économie et la politique et cela conduit à ce que le pouvoir réel du citoyen décline. Tout cela constitue un vrai problème. On retrouve ce problème au niveau cantonal, évidemment, avec tout notre système d'associations de communes, de faux districts. C'est-à-dire qu'on a créé une super structure qui ne sert à rien.

Il faut revoir ces éléments-là, parce que ce n'est pas juste. Ce n'est plus la commune qui prend les décisions, elle est l'otage d'une association pour la STEP, d'une autre association pour le cycle d'orientation, etc. Il n'y a plus de pouvoir dans la collectivité de base qui est la commune. L'exemple du Val d'Anniviers est très intéressant. En fait pourquoi on arrive aujourd'hui très facilement à faire la fusion des communes d'Anniviers ? Tout simplement, c'est parce que, tout est fait. Il n'y a plus qu'à mettre les gens ensemble. Les gens qui font ensemble n'ont plus de raisons de rester séparés. En revanche, concernant la Vallée de Conches, nos amis Haut-Valaisans ont apporté leur contribution. Il est évident que pour l'individu haut-valaisan, l'homo haut-valensis, l'appartenance à sa petite collectivité est une chose essentielle. Cet attachement lui permettant de garder son autonomie.

L'entité, c'est le canton

Cette question du régionalisme peut être définie selon une politique régionale, en ce qui concerne le Valais par exemple, selon un énoncé d'une politique régionale qui doit être cantonale. Pour dire : voilà on met telle chose ici, telle autre là bas, ou bien on met toutes les choses ensemble. On ne fait pas chaque fois un combat régionaliste en place pour chaque élément séparé. On essaie d'avoir une vision globale du canton avec ce qu'on veut faire, à quel endroit, de façon à éviter le débat sur la redistribution sur chaque problème en soi.

Qu'est ce que la région ? Il y a une définition qui mérite notre attention : *"C'est celle qui permet au citoyen d'avoir une prise réelle sur ce qu'il vit"*.

Atelier 3

Un pays qui a changé

Premier élément : le groupe a pensé qu'il faut réfléchir sur la durée et l'espace. C'est une chose importante quand on discute d'un problème comme celui de l'identité, l'unité, etc.

Premièrement, parce que le Valais n'a pas toujours eu un même espace géographique, on a changé de formation territoriale chaque siècle.

Deuxièmement, parce que dans la durée les rapports de forces changent entre les différentes régions, les différents segments de la population, les différentes langues. Il ne faut pas oublier que l'allemand était la langue officielle et que jusqu'en 1798, les Bas-Valaisans recevaient des traductions en allemand. L'Histoire n'est pas l'essentiel mais elle permet quand même un peu de comprendre les grands mouvements de la société.

Le groupe, de manière unanime renouvelle **le poids politique** au sens noble du terme c'est-à-dire l'art de gouverner la cité. Les politiques élaborent les lois qui marquent de leur empreinte une grande partie de nos actes, qu'elles soient économiques, culturelles, les questions d'égalité, etc. Il y a une importance du politique, un caractère immanent à la politique. C'est pour ça que toute discussion sur l'identité, l'avenir du canton ou son unité portera automatiquement sur le politique au sens large du terme. Il faut donc redéfinir cette notion de politique, souvent mal comprise. Il ne s'agit pas de la politique clientéliste, il s'agit de cet art de gouverner la cité.

Plaine-montagne

L'autre point, qu'il faut nuancer cependant, parce qu'il n'y a pas eu d'avis très clair, c'est qu'il semble que le poids de l'Etat, du politique diminue en descendant le Rhône.

L'autre point qu'on a vu et qu'il faut aussi nuancer, c'est qu'il faut distinguer dans le Valais romand, mais aussi dans le Haut-Valais, entre les régions urbaines en mouvement et des régions rurales immobiles. Il n'y a pas les mêmes mentalités dans les montagnes et dans les plaines. Le politique pour nous est déterminant parce qu'il est relié au symbolique. Le symbolique c'est ce qui fait que les gens s'attachent à un lieu. Ce n'est pas indifférent d'être ici ou là. Il y a un poids symbolique dans chaque existence du monde et par rapport à son enracinement, etc. Maintenant la question qui se pose c'est que le politique est en train de se restreindre. Le politique valaisanne vis-à-vis de Berne et de l'économie, dont les poids vont grandissant. Ça c'était la première réflexion générale : primauté du politique mais pas unicité du politique. Au contraire le politique est concurrencé par l'économie, mais si on veut agir on devra agir sur le politique et les institutions.

Les institutions

Deuxième point important qui a été relevé, c'est que c'est dans ces conditions qu'il faut relancer la machine, parce que c'est bien de réfléchir sur l'identité et l'unité mais c'est en relançant la réflexion, en relançant **la machine institutionnelle**. Il faut recréer un contrat de société en Valais. Ce qui fait que ces problèmes sont délétères et dangereux, c'est qu'on est dans une société qui ne veut pas bouger et la maladie gagne.

Si la société marche et bouge, en ayant un nouveau contrat de société axé sur les structures en ayant des ambitions nouvelles non pas orientées vers la préservation des acquis, on peut mieux avancer. Les relations et les partis qui devraient être les composantes numéro un de la démocratie moderne ne le sont pas. Parce que l'appartenance partisane dépend du lieu de la naissance et moins du choix idéologique, volontaire et libre. Ça c'est un problème qu'il faut absolument abordé. Il ne faut pas laisser aux partis politiques hors de la réflexion institutionnelle.

Gaspillage

D'autre part, il est important de mieux remobiliser les ressources humaines. Dans un canton qui a deux cent quatre vingt mille habitants, nous avons deux mille personnes aux études. Il n'y a pas la moitié qui nous revienne et ceux qui nous reviennent sont encore exclus de certaines fonctions, par des critères de sélection ou des choix qui sont fait de manière arbitraire. Cela, on ne peut pas se le permettre. On n'est pas dans la situation où l'on peut abuser des ressources humaines qui sont réduites à tous les niveaux : fonction publique, enseignement, l'économie est beaucoup plus intelligente dans ce domaine.

Manque de contacts

Un autre point qui nous a semblé important c'est que entre le Bas et le Haut-Valais, un des problèmes qui existe c'est que nous vivons côte à côte et que nous nous méconnaissions. Par exemple, quand se faisait la Haute école pédagogique à Brigue, aujourd'hui cela pourrait paraître comme une vue de l'esprit, mais à la pratique cela pouvait se révéler innovateur et audacieux que de transférer l'école nationale d'administration de Paris à Strasbourg.

Maintenant, il faut se bouger, envisager des voies nouvelles qu'on n'avait jamais pratiquées. La politique étant importante, il faut maintenant reconstruire le système, reconstruire une société sans se baser sur ce qui est. Il y a des choses qu'on va garder et celles qu'on va supprimer, mais essayer de repartir en créant des institutions par exemple, l'Europe nouvelle.

Identité : attention

C'était des réflexions générales. Un peu plus dans les détails sur des questions d'identité, on se méfie de cette question. Autant on se rattache à l'unité autant nous nous méfions de l'identité, parce qu'elle peut être instrumentalisée. On l'a autrefois identifié à un nivellement sur la même mode de pensée et les mêmes croyances. L'unité du canton cache souvent d'autres questions plus importantes. La question d'inadéquation entre la politique et l'économie, la réforme des institutions et la question de la dichotomie, il y a d'un côté la souplesse. On l'a remarqué dans l'économie valaisanne entre l'économie d'un côté et la lourdeur de l'Etat de l'autre, même si ce dernier est un élément de stabilité dans la société.

Atelier 4

Notre vivre ensemble

Je vais reprendre les principaux éléments. Dans notre groupe on a dit : il faut relativiser le problème, le plus important c'est de **vivre ensemble**, c'est l'objectif de base. Vivre ensemble ! Le problème, la question, c'est comment vivons-nous ensemble ? Est-ce qu'on y arrive avec quelque chose qui est au cœur de notre vivre ensemble qui est les différences ? Qu'est ce qu'on fait de ces différences qui nous définissent ? Ces différences, on les a vues à plusieurs endroits. Cela a été rappelé par vous-mêmes, le Valais c'est un canton de mecs où la différence homme-femme s'exprime largement. C'est la différence entre les cultures du Valais.

Loetschberg : chance ou division ?

Un autre élément qui est sorti, c'est l'importance de la géographie. On a une originalité géographique à différents niveaux qui rend compte des ambivalences du régionalisme. Cette géographie est un élément fondamental de notre identité. C'est l'importance de l'économie et là-dessus on a attiré l'attention sur le rôle d'attraction que jouaient les régions périphériques où certains voyaient le Haut-Valais comme faisant partie de la région Berne-Sud, le Bas-Valais comme faisant partie la région Léman-Est et un centre qui reste un peu en panne. C'est extrêmement intéressant pour nous, qui avons pensé être au centre, au cœur du vrai Valais. On serait là vers une forme de marginalisation dans cette attraction des périphéries.

Quelque chose qui est revenu souvent, c'est qu'il faut tenir compte de l'importance décisive que va avoir l'ouverture du Loetschberg, sans qu'il soit encore possible de dire exactement dans quel sens. D'où aussi la non moins importante autoroute du Haut-Valais, c'est-à-dire comme élément déterminant de ce vivre ensemble. Un dernier élément qui est sorti dans ce vivre ensemble, c'est l'importance décisive des langues. Là véritablement ça dysfonctionne dans tous les sens du mot. Il s'agit de voir que c'est un problème, si ce n'est le problème fondamental. Ça c'est quelques éléments sur ce vivre ensemble. En Valais quelle est la qualité du vivre ensemble ?

Politique surévaluée

Deuxième grande remarque, c'est que les thèses ont agacé un certain nombre de personnes dans le groupe. Elles ont lassé. On a essayé de se demander pourquoi ? Il y a eu un ou deux tours de table et on s'est rendu compte de ceci : d'une part, la politique politicienne du Valais est surévaluée par les médias.

Il semblerait que Lucius Theler d'un côté, François. Dayer de l'autre vous seriez très friands de cette politique-là. On est allé plus loin et on s'est rendu compte de ceci : c'est qu'en Valais aujourd'hui, on vit une passion pour les AOC. L'AOC du raclette, l'AOC du pain de seigle, un jour l'AOC de la viande de la vache d'Hérens, etc., et vous remarquez combien, plus on modernise ce Valais, plus les vaches prennent de l'importance dans les journaux. On a dit que c'était la même chose de la politique.

Retour à la société civile...

A partir de là nous avons posé un problème. Dans ce vivre ensemble, si le politique est une espèce de grande fanfare entretenue par le groupe lui-même, j'ose répéter la phrase d'Heidi *"c'est quelques-uns qui donnent le ton et on croit que c'est tout le monde"*. Avec ça on en est venu à l'idée qu'il existe en Valais, réellement une société civile. Je définis la société civile, tel que Eggel qui a fondé le concept, comme *"l'interdépendance de ses membres hors de l'Etat"*. On a essayé de repérer des éléments de cette société civile. Elle existe dans le tourisme, dans l'économie, dans la culture, dans le système scolaire qui se sent de loin pas inféodé au politique et dans ce foisonnement des associations valaisannes, qui créent un tissu très large et qui peut se définir au-delà du politique. Ce qu'il y aurait à dire ici, c'est de dire aux politiques, : vous ne représentez de loin pas tout le Valais. Il y a une autre société qui est omniprésente, de la culture à l'école, à l'économie, au tourisme, etc., que vous ne représentez pas.

... et à l'identité

Le dernier aspect c'était de se dire il y a un problème du Valais, mais est-ce qu'il y a un idéal de rester ensemble. Au lieu de dire qu'il y a des problèmes à résoudre on peut dire qu'il y a un idéal à réaliser qui est constitué par **l'identité**. Contrairement à ce qui s'est dit dans certains groupes, apparemment, l'identité est venu souvent du début à la fin de la discussion. Nous pensons qu'il existe une identité valaisanne qui est faite d'un système de différence et c'est cet élément qui est déterminant. Si maintenant on dit comment on définit cette identité, je retiens cette phrase de l'un des participants : *"Elle existe, nous le savons, ,mais c'est mieux de ne pas essayé de la définir"*, parce que dès qu'on essaie de la définir on est simpliste.

Connaître le passé

On ne peut pas changer les choses sans savoir comment et pourquoi elles sont ainsi. L'Histoire nous intéresse à un moment donné et pas de la même manière. On a besoin de savoir d'où l'on vient pour savoir où l'on va.

Pour mieux se comprendre, on a besoin de se connaître. Pour cela l'Histoire est importante. Souvent on trouve des explications dans l'Histoire. C'est comme les lois solaires.

On retrouve les formules intégralement identiques qui ont passé des siècles sans bouger. Mais l'Histoire est simple. A un moment donné c'est le Haut-Valais qui domine sur le Bas-Valais jusqu'à Thonon, c'était les Seigneurs de la région, vous avez perdu ça, est-ce que vous le ressentez comme un phénomène historique ?

Il y a certaines familles haut-valaisannes qui ont perdu. Le peuple haut-valaisan n'a rien perdu ou a gagné. Même en Grèce où est né la démocratie, c'était 5% qui faisait la démocratie, tous les autres n'avaient rien à dire. Je pense que c'est très important de connaître l'Histoire du Valais, c'est de l'identification. Je pense que c'est un excellent instrument pour donner la possibilité aux jeunes et à toute la population, de sentir leurs racines. Il faut savoir où l'on est pour trouver son chemin.

Les familles régnantes

Sur l'**Histoire**. Je me suis payé un autre fantasme à savoir : est-ce que dans notre groupe, on n'a pas tendance à attacher trop d'importance à l'Histoire ? J'ai taquiné nos amis du Haut-Valais en leur disant : pour vous l'Histoire est très importante car vous avez perdu le pouvoir. A l'époque vous étiez des seigneurs jusqu'à Thonon.

La réponse est unanime. Ils nous ont dit qu'ils n'ont jamais appartenu à ce pouvoir. Ils ne sont pas dans les 5% des Haut-Valaisans qui ont perdu le pouvoir. Et tous ceux qui en parlent aujourd'hui ne sont pas dans les cinq pour cent. On l'a déploré bien sûr car aujourd'hui, on est dans une sorte d'inculture de l'histoire valaisanne et c'est grave. On attache trop d'importance à ces notions historique mais il faut les connaître ne fut-ce que pour pouvoir les évacuer.

7. - Discussion générale

Jeunesse

Il faudrait implanter cette pensée de l'unité, voire même de l'identité cantonale très tôt dans la jeunesse. Si idéaux, il y a, ils sont déjà bien réalisés dans l'économie, malgré les barrières régionales et linguistiques. Mais il faudrait faire plus dans la culture, dans les associations et dans le sport. La jeunesse est aujourd'hui beaucoup plus mobile, beaucoup plus orientée vers la globalisation, mais il faudra attendre les résultats de cette orientation.

Communication

C'est comme sur la pyramide de Maslow, à partir du moment où une société ou un groupe d'individus a peur de perdre ses acquis, il y a un réflexe. Mais les problèmes des régions ont changé. Il n'y a pas de partis politiques qui s'entendent sur ce qu'il faudrait faire et parfois on a des propositions souvent basées sur cette peur de perdre les acquis. Pour renforcer l'unité il faut communiquer et pour communiquer il faut parler la même langue. A partir du moment où la communication n'est pas bonne il s'installe une méfiance qui renforce un sentiment d'insécurité et on ne peut plus accepter les changements. Bons nombres de problèmes pourraient être résolus par une bonne communication. Il faut savoir aussi que tout système évolue par la force des choses et ce sont ces choses qui nous obligent à nous adapter et cette adaptation ne se fait pas par une décision horizontale.

Politique et société civile

La société civile existe bel et bien et certains pensent que déçue par la politique politicienne, elle ne se sent plus concernée par le débat politique. Mais bien au contraire la société civile a des attentes qui, malheureusement, sont en décalage avec ce qui se fait et se dit dans les partis politiques. Il y a aussi un problème d'égalité en Valais qui se voit ici même, par la représentation de femmes dans ce groupe ou la présence des jeunes. S'il y avait des jeunes dans ces discussions, je pense que les idées seraient différentes.

Enseignements en Valais

Par rapport à ce que qu'on disait ce matin, si le Haut-Valais perdait un siège au Conseil d'Etat, je ne pense pas que ce serait vraiment un séisme politique, cela me semble supportable pour le Valais. Par contre, les préoccupations politiques entre le Haut et le Bas-Valais me semblent être une partie du problème. Et pour

les jeunes de vingt ans, leurs préoccupations sont de l'ordre économique. Leurs questions sont : est-ce que dans ce Valais, demain ils vont y trouver des places de travail ? Plutôt que de savoir si le Conseil d'Etat sera composé de deux ou trois Haut-Valaisans. La deuxième chose, c'est que tous les groupes ont parlé des langues et des efforts à faire de ce côté-là. On cherche des remèdes du côté de l'école. Comme enseignant je peux vous dire qu'il y a des choses qui sont faites, il y a des filières qui fonctionnent magnifiquement, il y a un certain engouement pour cette deuxième langue nationale. Il faut continuer dans cette voie-là, mais il ne servirait à rien de prendre des mesures contraignantes qui obligeraient les Bas-Valaisans à monter vers le Haut-Valais et inversement. Il faut un minimum de sympathie pour cette deuxième langue nationale au départ pour que ces allers-retours soient possibles.

La grande question de l'identité

On pourrait dire aujourd'hui que le problème de l'identité n'est pas un problème important. Il y a beaucoup de personnes qui le disent. Je signale que du point de vue de l'analyse des individus, des sociétés, l'identité est toujours au cœur de tous les problèmes. C'est la question première du qui je suis, de la définition que j'ai de moi. Même s'il est difficile, nous savons qu'elle reste au cœur de toute existence. Il y a dans ce pays, en Suisse et je l'entends aujourd'hui, de tas de personnes qui disent qu'il y a d'autres problèmes plus importants que celui de l'identité. Nous sommes ici devant une difficulté actuelle. Il y a en Suisse, et dans ce cas en Valais, une désaffection de la question de l'identité et de la question de l'unité. Il y a de tas de gens qui lâchent ça, excepté un groupe politique qui en a fait son terreau et avec quel succès : c'est l'UDC. C'est-à-dire que c'est un parti qui ose de nouveau parler d'identité et d'unité, à sa façon bien sûr. Pour le reste il y a un silence général qui consiste à dire : il y a des problèmes plus importants que ça. Moi je suis inquiet de la désertion, en Suisse et en Valais, de cette question de l'identité. On est chaque fois renvoyé au même refrain : on ne peut pas le définir, on ne sait pas ce que c'est ?

Nos différences

Deuxième élément : nous Suisses et nous Valaisans, quand on est face à cette question on est toujours face à un seuil indépassable qui est de dire : vivre ensemble c'est reconnaître nos différences. Une fois qu'on a dit ça, on a tout dit, c'est le credo de base qu'on charrie du point de vue communal, cantonal : il faut vivre avec nos différences. Moi je suis frappé par ce que j'appellerai : deux types de différences : Il y a d'une part des différences que j'appelle mortes et la Suisse me paraît un haut lieu de diversité morte. On parle de différence de confession, d'ethnie, de fédéralisme, etc., et on dit que ça va de soi une fois que c'est là.

Mais on a à faire à un système de différence infiniment plus redoutable. On constate alors que notre pays, chef-d'œuvre de la différence, a comme jamais une peur de l'étranger. On remarque que notre pays qui aime les différences et le Valais en particulier, donne dans le régionalisme. Qu'est ce que le régionalisme? Le régionalisme, c'est le retour à l'ethnicité. Ça c'est un mot que tu avais dit que tu pensais, que sur quinze ans d'histoire haut-valaisanne, il y avait beaucoup plus de retour à l'ethnicité. Le régionalisme aujourd'hui, c'est que chaque région revendique pour elle une identité exclusive face aux autres.

En abordant ce problème, j'avais suivi attentivement les discussions qui s'étaient passées quand tu avais lancé ta bombe au Grand Conseil. La partition m'intéressait moins. Le Valais peut-il aujourd'hui, comme laboratoire exemplaire d'une partie de l'identité suisse, définir son identité et son unité, les deux étant ensemble ? Et pourquoi le faire ? Parce que pour moi définir cela c'est définir de nouveaux éléments de la solidarité sociale, de la justice et de la démocratie.

Il me semble que dans la situation grave que nous vivons, il y a une droite extrême dans ce pays, y compris chez nous, qui colonise le problème de l'identité et de l'unité et il y en a d'autre, d'une centre à une gauche qui disent on s'en fout parce que ce n'est pas vraiment le problème, il y a des problèmes plus importants. Moi je pensais qu'on allait, ensemble tout bord confondu, c'est pour cela que les appartenances étaient secondaires, dire qu'on propose au Valais des choses neuves en terme de projets, des choses neuves susceptibles de réactiver l'unité, de mieux définir l'identité et avec une série d'autres conséquences. Je vais vous donner un exemple : moi j'ai vécu du dedans la candidature olympique. Je trouve extrêmement dommage qu'après l'échec, le Valais n'a rien su en faire.

C'était mon espoir pour cette journée, c'était de dire que nous sommes susceptibles ensemble de redéfinir autour de l'unité Haut et Bas-Valais et autour de l'identité une série de projets qui seraient mobilisateurs pour ce canton. C'est dans ce sens que je vous fais part de ma douche froide.

Dangers de la valaisannéité

L'unité, certains l'ont dit, c'est un canton, un parti, un journal. Pour ce qui est de l'identité, ramener l'identité valaisanne au combat de reines, moi je ne comprends pas pourquoi on a choisi ce thème. C'est un thème qui n'a pas la même connotation pour tout le monde. On parler de retrouver l'unité du canton, mais moi je ne vois pas où se trouve le problème ? On ne va pas lancer la valaisannéité. Cela montre l'état de la question.

On peut prôner l'approche pour un projet mobilisateur pour l'ensemble du Valais, mais le Valais est une société multiculturelle et n'a pas besoin seulement d'un seul projet mobilisateur.

Il y a quand même un problème, c'est que nous ne vivons pas ensemble. Nous vivons côte à côte, dans une indifférence grandissante. Et il y a des choses qui font monter la différence, comme dans les couples et les sociétés. Je me pose la question suivante : est-ce qu'on ne peut pas remobiliser les ressources intellectuelles, humaines, économiques et politiques pour recréer le dialogue ? Deux exemples : nous avons un problème au niveau des institutions.

Au fond, les élus du Valais ne le sont pas. Au Grand Conseil on est élu par quatorze circonscriptions. Comment peut-on être élu au Grand Conseil avec deux mille cinq cent voix du Haut-Valais ? Cela ne va pas, que vous le croyez ou non et à terme il y a là un danger mortel. Ce qui s'est passé depuis vingt ans, le Haut-Valais a eu une tendance à faire le contraire du vote et de la liberté en démocratie. Il y a sous-jacent l'influence de la civilisation judéo-chrétienne. Pourtant, nous sommes dans une société multiculturelle, demain nous aurons dix à vingt mille personnes qui ne croient pas au Dieu Jéhovah, ni au Dieu de Monseigneur Brunner. Il nous faut bien anticiper. Le Valais est un territoire construit, façonné, habité par les hommes.

Le but de cette réunion n'est pas de se faire plaisir, un des membres de ce groupe a dit une phrase : "travailler sur un nouveau contrat social". On doit penser à des réformes. Le but est de se dire : "On est des Haut-Valaisans et des Bas-Valaisans, on va réfléchir sur ce qu'on peut faire pour améliorer la destinée des hommes et des femmes vivant dans ce pays sous une démocratie".

Il y a une question qui me préoccupe, c'est celle de la différence. On ne sait pas de quoi on parle, est-ce la différence de genre, la différence entre le Haut et le Bas-Valais, etc. Il faudrait définir ces différences. Il faudrait une analyse de ces différences en terme de chances, etc. et de partir de là. Vivre ensemble c'est résoudre les problèmes ensemble. Il ne faut pas dire qu'il faut changer de régime mais dire qu'on a des différences, les analyser et éventuellement changer de système politique.

8.- Thèse 4 : que faire

Faire ? Ne rien faire ? Et quoi faire ? Telles sont les questions.

L'unité du Valais ne serait-elle qu'un de ces mariages forcés ? Où les intérêts l'emportent sur les sentiments, la raison sur le cœur ? L'Histoire, autant que les failles qui lézardent régulièrement l'édifice de l'unité peuvent le faire croire.

Et si l'on passait à côté de l'essentiel ? Si l'on renversait le fardeau du raisonnement ? Pour voir que ce qui nous enrichit, c'est notre diversité. Que nos différences de fond, coulées au même creuset institutionnel, ont formé un modèle de coexistence assez unique pour que l'on en soit fier ?

Politiquement, historiquement, le Valais moderne n'a qu'un siècle et demi d'âge. C'est un Etat jeune. Surtout quand on se réfère à son passé chargé. Affectivement, les deux régions linguistiques ont à consolider le lien. Celui-ci s'est tissé à force de confrontations, de savants équilibres, de fragilités partagées. Tout un passé de compromis gagnants, que quelques avatars de partis ne sauraient enterrer.

Haut-Valais et Valais romand ont fabriqué un modèle politique. Laborieux, malaisé, mais vivant ! Qui ne ressemble ni à Genève ni à Zurich. Encore faut-il en être conscient et ne pas le sacrifier aux idoles de passage. La création valaisanne de 1815 n'a été qu'une ébauche. Complétée, ravalée, replâtrée souvent pour de bonnes et de mauvaises raisons, la maison Valais tiendra. A condition que les Valaisans perdent ce complexe cultivé de se croire « tellement différents ». Et qu'ils fassent ce qu'il faut pour redonner de l'élan au plus bel atout qui soit le nôtre, celui de l'unité dans la diversité.

Faire quelque chose pour l'unité ? Susciter un large débat ? Proposer des solutions ? Ou ne rien faire, de peur de réveiller des antagonismes ravageurs ? Et s'il faut faire, pour consolider l'unité, quelles actions faut-il entreprendre ? Tentons déjà de débroussailler quelques pistes.

Questionnaire

Faire ou ne pas faire ?

1. L'unité cantonale est en danger, il faut entreprendre une action pour la défendre.
2. Non, l'unité cantonale n'est pas en péril, il vaut mieux ne pas réveiller les démons du séparatisme avec des débats sans objet.

Que faire ?

3. Une campagne de sensibilisation sur le sujet, avec des manifestations festives et culturelles à travers le canton, pour faire mieux connaître le Haut et le Bas (expositions, fête de l'unité cantonale, rapprochements scolaires).
4. Il faut avant toute chose aller plus profond dans le débat sur l'unité. Organiser une semaine thématique avec les acteurs politiques, culturels, économiques.

Comment faire ?

5. Il faut aller de suite à l'essentiel, en réalisant un audit de nos institutions en rapport avec la question de l'unité, pour voir ce qui doit être changé.
6. Mettre en place un observatoire de l'unité, chargé de déceler les problèmes et de les anticiper grâce à un travail d'information réciproque.
7. Mettre en place une telle institution sur les régionalismes.
8. Proposer des réformes institutionnelles. Redistribution territoriale des districts et régions socio-économiques.
9. Amener les partis à adopter une Charte de l'unité cantonale pour développer un esprit de citoyenneté au niveau de la République et lutter contre les régionalismes.
10. Mettre en place une Constituante pour élargir le débat et repenser nos institutions.

----- Point de vue du Groupe de réflexion -----

Avant d'aborder la quatrième thèse, j'aimerais mettre au point les choses. Ce groupe a été désigné avec un mandat de porter une réflexion sur la réalité des problèmes de l'unité cantonale. Pour la question de méthodologie, on a décidé de faire comme ça parce qu'on voulait vous entendre tous sur tous les éléments que nous avons posés. On a pré-mâché le travail en rédigeant ces thèses, c'était absolument nécessaire de pouvoir confronter les thèses politiques. Si on ne confronte pas ces thèses politiques, si on ne les avait pas mises dedans au départ, vous auriez dit immédiatement : attention il y a la politique, si vous oubliez la politique elle va générer l'économie et tout le reste. C'est évident qu'on ne pouvait pas raté ce train là.

Vous avez dit clairement que la politique, vous la laissez vivre ou survivre par elle-même. Je me réjouis d'avoir entendu ça ici, parce que ça montre que dans ce canton on peut avoir de la liberté par rapport à la politique, ce qui à mon avis n'est absolument pas vrai, mais c'est bien que vous le pensiez et je me réjouis surtout de vous voir dans la prochaine actualité politique que nous allons vivre, tenir ce langage. Je ne vous prends pas en otage. Mais quand même, je me réjouis de voir les forces politiques venir nous dire en 2007 et 2009, « mais pour nous un socialiste qu'il vienne de n'importe où, du Haut-Valais ou de Tombouctou, il peut représenter le Valais », moi je suis d'accord avec ça.

Le fait que les thèses une, deux et trois aient passé plus ou moins la rampe nous permet d'avancer, c'est-à-dire que ça nous permet de mettre de côté un certain nombre d'éléments pour aller sur ce que vous avez jugé essentiel.

Renverser l'équation

Avec la quatrième thèse on pose une affirmation qui est à l'inverse. C'est-à-dire qu'on dit en gros : l'unité du Valais, le fait d'avoir un Valais en deux parties, qui n'est pas deux demi-cantons, le fait qu'il y a cette unité est un avantage et pas un inconvénient. Il faut se mettre à l'esprit, il faut renverser ce fardeau et faire le raisonnement dans l'autre sens. C'est-à-dire que quand on parle de l'unité du Valais on en parle toujours en terme négatif. C'est toujours pour dire attention ça va péter, ça ne marche plus, on est plus ensemble, les choses vont mal, on ne se comprend pas, etc. Quand on se comprend c'est parce qu'on ne s'entend pas et quand on s'entend c'est parce qu'on ne se comprend pas. On a pensé qu'on pouvait poser une quatrième thèse pour dire que ce n'est pas juste.

Si on regarde autour de nous dans l'histoire des Etats démocratiques, le Valais est un pays neuf, ce n'est pas un vieux machin. La notion de vieux pays ne tient pas la route. Elle tient la route par rapport à Valais-Tourisme et pas par rapport à une vision réelle de ce nous sommes. On est un pays qui a été formé de façon relativement artificielle. Les structures que nous avons aujourd'hui ne sont pas vieilles, elles datent du 19^{ème} siècle. Le problème est qu'on les subit. Le fait d'avoir un Haut et un Bas-Valais dans les esprits est un peu partout, on le subit comme un poids à porter, comme un chariot à traîner au lieu de l'utiliser comme un vecteur de diversité. C'est pour ça que j'ai aimé la thèse que défendait Gabriel Bender en disant qu'il faut trouver une base de réflexion qui soit différente.

C'est ça qu'on dit dans cette quatrième thèse. On dit pourquoi on ne serait pas fier ? Pourquoi on n'irait pas à Zurich pour leur dire : nous on est meilleurs. On est un canton bilingue, dans lequel on sait s'entendre. Quand il y a des différences entre nous on sait où elles vont. Notre grand avantage, serait que sur le plan du Grand Conseil, si on le regarde fonctionner, on peut déplorer que l'école soit différente, que l'autonomie communale soit traitée de manière différente, que la viticulture soit traitée de manière différente, on peut déplorer tout ça et on le fait régulièrement. Mais toujours est-il que, en amenant dans un seul endroit où on les discute et où l'on peut les faire valoir, on fait marcher une diversité dont d'autres seraient bien incapables. C'est ça la quatrième thèse, c'est de dire : soyons en fiers, arrêtons de nous lamenter sur cette diversité, posons les vrais problèmes en regardant si effectivement il ne faut pas faire des choses importantes ou pas importantes mais faire des choses.

Faire quoi ? Comment faire ?

La première question est : faut-il faire quelque chose ou ne rien faire, parce qu'il y a une idéologie, une religion du non-dit sur ce sujet ? Il y a une façon de ne pas vouloir aborder la question de l'unité du Valais, de sa diversité ou son hétérogénéité, qui est rédhibitoire dans toute notre histoire. Ça je dis que c'est dangereux et il faut, une fois, aller au fond de cette question. Mais si on va au fond de cette question, on va créer des facteurs de division, parce qu'on va plus constater nos divisions que des choses qui nous rassemblent. Donc, il ne faut pas en parler.

L'autre question c'est dans le quoi faire ? On pense au rapprochement scolaire, une grande fiesta de l'unité, pour mettre en marche des éléments, des événements culturels, des moments de célébration de l'unité cantonale, ainsi on arrivera à la faire connaître aux uns et aux autres, à faire des échanges variés, etc., mais ça c'est une façon de voir.

Un autre élément plus académique et qui nous séduisait au départ, c'est de prendre la barque de l'Expo et d'aller faire un tour avec des gens différents, de genres différents qui nous parleraient sur différents thèmes autour de l'unité et on irait voguer et sortir de là, un parler sociologique qui servirait à la base des réflexions futures. On disait qu'il fallait aller tout de suite plus loin, parler carrément d'une institution. D'abord, ces institutions en quoi ont-elles à voir avec l'unité, qu'est ce qui est bon, qu'est ce qui est mauvais, etc. ? Je pensais à un observatoire qui serait chargé du régionalisme. Ce serait intéressant d'avoir un endroit où l'on dit : attention ça c'est du bon régionalisme, ça c'est du mauvais régionalisme.

Après, il y a toutes les réformes institutionnelles possibles. Cela va de la création d'une constituante. Il y en a maintenant à Fribourg, Vaud, Genève, etc., des magnifiques réflexions que je trouve super. J'en verrais bien dans la suite de ce qu'on discute aujourd'hui. J'aimerais qu'on nous donne d'autres idées de ce que vous aimeriez qu'on fasse.

..... Discussion générale

Une grande étude

C'est tellement vaste. Je pense que quand on dit qu'il n'y a pas de problèmes c'est faux, c'est une grande hypocrisie. En gros, on se rend compte que dans ce canton, l'économie va relativement bien entre le Haut et le Bas-Valais. Le monde économique évolue mieux que le monde politique et le marché règle ce genre de problème. Pour le surplus, si nous devons faire l'inventaire de ce qui converge et de ce qui diverge, on trouverait beaucoup plus de divergences. Par conséquent, il faudrait avoir le courage de faire un audit, dresser une liste des principaux problèmes de ce canton. On parlait de l'opportunité de réunions des communes, pourquoi on ne ferait pas une étude pour avoir une fois des éléments concrets. A partir de ce moment prendre des décisions, ça c'est la première chose.

Les jeunes

La deuxième chose, c'est que autour de cette table la moyenne d'âge est beaucoup trop élevée, nous donnons un poids énorme à des choses qui pour des gens de vingt, vingt cinq, trente ans qui vont devoir diriger ce pays, et je ne suis pas d'accord quand on dit qu'on ne peut rien tirer des jeunes sur un même forum. Il est possible de réunir les jeunes et de voir de quoi ils se préoccupent. Leurs préoccupations sont : la formation, le travail. Ils ont moins de préoccupations de l'ethnie et de la collaboration entre le Haut et le Bas-Valais que de bien vivre dans ce canton. Je pense, pour aller de l'avant, et pour que ce qu'on a fait ne reste lettre morte, à moins qu'on publie quelque chose, il faudrait faire un forum de ce type-ci avec des jeunes, avec de très bons animateurs que vous êtes. Et on arrivera peut-être à la conclusion qu'on va rester ensemble.

Valais coupé en deux ?

Et pourquoi il n'y aurait pas un Valais à deux vitesses. On a une Europe à deux vitesses, notamment pour la monnaie, il y a des Anglais qui n'y sont. Dans beaucoup de domaines, pourquoi on n'arriverait pas, peut-être au bout de cette étude, à un Valais à deux vitesses. Où on aurait, par exemple, le Haut-Valais qui élit ses Conseillers nationaux, ses Conseillers aux Etats, etc., et le Bas-Valais, les siens. Pourquoi on ne le fait pas ? Parce que le PDC n'aurait plus qu'une petite majorité dans le Valais romand, ça c'est la réalité. Donc on prend le Haut-Valais en otage pour qu'il réussisse à laisser le clocher au milieu du village du Valais. Ce n'est pas une politique à long terme à mon avis. C'est pour cela qu'une étude proposée soit menée et au bout du compte on dira oui ou non. Probablement qu'on dira non à l'ensemble des éléments de l'unité qui font qu'on restera quand même ensemble, mais ce n'est pas sûr que dans les cinquante ans prochaines ce sera encore comme ça.

Agir sans le politique

J'ai retenu quelques leçons du genre : vivre ensemble mais côte à côte. En Valais, je trouve qu'il faut donner un espoir et une envie aux gens de faire des choses. Je trouve que dans ce canton on devrait pouvoir agir indépendamment de son appartenance politique.

Vivre ensemble

Si on prend les trois pôles : **Valais - unité - identité**; le Valais est un espace, un mode de vie et une histoire. Personne ne conteste son existence. On peut le considérer comme un acquis. L'identité est pour moi un fait, un résultat de l'identité collective. Et chacun de nous a une partie de cette identité collective et cela aussi est une donnée. Reste l'unité.

Pour moi vivre ensemble c'est plus stimulant que l'unité. L'unité c'est quelque chose de relativement enfermante, d'homogénéisant. Moi ce qui me paraît important c'est vivre ensemble dans ce canton dont l'une de ses caractéristiques est d'avoir un Valais romand de langue française et un Haut-Valais de langue allemande. Moi c'est vers cette direction que j'aimerais qu'on aille dans ces thèses.

Ce qui me frappe dans le domaine que je connais un peu mieux, c'est que tout à coup on voit que les gens se connaissent très bien dans tout le Valais et que la barrière de la langue n'est pas un problème. En interrogeant les gens, bien souvent on se rend compte qu'ils se sont connus dans un creuset que l'on connaît tous dans ce pays qui est l'armée. N'allez pas conclure que le lieu idéal c'est l'armée.

Ce qui me paraît important, en terme d'actions, ce n'est pas de parler, de débattre sur l'unité et sur le vivre ensemble, mais c'est multiplier les lieux où les gens peuvent se rencontrer avec leurs propres intérêts. C'est de multiplier des lieux pour des Valaisans et par Valaisans, j'entends aussi les Somaliens qui se sont présentés au public valaisan cet hiver. Ce n'est pas seulement le Haut-Valais et le Valais romand. Et s'il y a des actions à faire c'est soutenir, donner les moyens à ces lieux-là pour que la rencontre se passe. Moi je ne crois pas à la célébration du goûter, je crois à vivre la manière de vivre ensemble dans les actions concrètes.

Actions culturelles

Il y a un travail d'échange qui doit avoir lieu entre le Valais de langue allemande et le Valais romand. C'est l'Etat qui devrait renforcer son rôle en mettant un cadre. C'est-à-dire, en créant des éléments, des manifestations, des expositions permettant aux gens d'apporter un regard critique sur leur propre société, sur le présent et le passé. L'Histoire, comme cela a été déjà dit est un instrument de réflexion qui permet de mieux comprendre. Mais réfléchir sur des catégories historiques, ce n'est pas seulement pour mieux connaître l'histoire du Valais, mais pour mieux savoir ce qui se passe par rapport au présent et pouvoir se dire que les choses ont toujours changé au cours du temps.

A la suite de cette journée, il faut agir, il faut un plan d'action et des responsables. De quelle manière ? En refaisant une journée comme celle-ci, en créant des ateliers. Tout ce qui a été dit mérite un travail de fond, avec d'autres partenaires peut-être.

On peut aussi voir dans d'autres canton et même au niveau de la Confédération ce qui peut nous inspirer. Peut-être que la Fondation CH serait à initier, la Fondation de l'AVS. Quelques encouragements pourraient donner un coup de pouce aux projets qui sont initiés maintenant.

Deux pistes

On nous propose deux types de piste :

- **une piste de type institutionnel** pour améliorer les choses, pour garantir les choses, assurer la pérennité, aller vers des transformations institutionnelles etc;
- **une piste de type didactique** : il faut un certain nombre de rendez-vous où on peut se rendre compte qu'on est ensemble, où on apprend à mieux se connaître, des occasions didactiques de faire connaissance.

9.- Allocution de clôture de M. Claude Roch

« Merci d'avoir été présents durant toute une journée avec un parterre de personnalités de l'ensemble du canton du Valais. Je vous félicite d'avoir accepté cette rencontre qui devrait, je l'espère, se renouveler, peut-être pas la semaine prochaine mais dans quelques semaines ou les mois qui viennent.

Nous avons imaginé cette séance, c'était, un premier test. Je me rends compte combien le sujet est essentiel et tellement vaste qu'il est difficile, en une journée, de le canaliser. J'aimerais remercier, féliciter les quatre personnes (FD, BC, PB, LT) qui organisent ce projet. Les remercier d'avoir accepté de discuter pendant un certain nombre d'après-midi ce sujet et ensuite d'ouvrir le colloque à ces personnalités aujourd'hui et demain.

Le projet est sorti d'un premier colloque sur l'identité valaisanne et ce sont ces quatre partenaires qui ont donné leur avis sur l'identité. Nous avons proposé qu'un premier atelier ait lieu et le groupe s'est formé ce soir-là. C'est une chance, je crois, pour un futur Président du Conseil d'Etat, de prendre comme sujet de la Présidence l'identité valaisanne avec toutes les réserves que vous avez émises aujourd'hui. Mais quand même avec un vœu de créer une harmonisation de l'unité, dans le respect des régions, dans la responsabilité de chaque citoyen et citoyenne. C'est dans ce sens, je crois, que ce congrès a eu lieu aujourd'hui. J'aimerais féliciter encore les organisateurs et vous féliciter tous aussi.

Puisqu'on m'a demandé de ne pas assister à cette journée, pour que le politique soit distant, j'ai eu l'opportunité d'approfondir votre brochure ce matin et j'ai lu quelque part que "l'histoire est un grand présent et non pas seulement un passé". C'est ce que nous voulons aujourd'hui, qu'à travers l'histoire valaisanne, créer un futur ou un présent qui va durer.

C'est notre rôle et notre responsabilité de définir le rôle de l'Etat. Le rôle de l'Etat est plus que celui de créer une plate-forme, mais de mettre en place un certain nombre d'actions cadres pour le bien être de la population dans la diversité régionale, linguistique. Si je prends l'exemple de la formation, la rupture est grande.

Je souhaiterais qu'on oblige presque, durant l'école obligatoire, les stages pour les jeunes. Une discussion avec les chefs de service sur la question des langues nous a amené à cette question. Pourquoi, sans nécessairement passer par la loi qui est trop contraignante, ne pas demander qu'un jeune fasse quatre ou six mois dans une autre région en pratiquant une autre langue.

Les gens sont ouverts à la discussion et le fait d'apprendre une langue est une solution aussi pour créer des échanges entre le Haut et le Bas-Valais. Pour répondre aussi à une question qui a été posée, nous avons l'HEP est un premier pas et j'espère qu'avec la formation nous serons un des acteurs de cette participation du canton du Valais pour la réussite de votre projet.

Pour la suite de celui-ci, il me semble qu'aujourd'hui, vous avez émis quelques pistes et ça nécessitera une synthèse et merci aux quatre organisateurs de poursuivre ce message pour en faire, comme on l'a souhaité, un ouvrage et qu'on puisse durant le mois de décembre planifier l'année 2006 pour, dès la rentrée scolaire, avoir des activités concrètes dans le domaine de la culture, des échanges et que l'on puisse se donner les moyens de le faire. Pour donner les moyens je suis persuadé que dans un Etat, si les besoins sont clairs, on peut toujours avoir les moyens. Et cette clause de moyens c'est de nous donner les moyens d'avoir ce bien être de la population. De ce fait on va pouvoir défendre toutes les minorités.

Vivre ensemble, c'est le message que je retiens, que nous devons, à travers les actions étatiques, qu'elles soient dans l'économie ou dans les institutions, travailler la qualité, le bien-être de notre jeunesse, de rechercher un Valais qui est ouvert. Et pour s'ouvrir il faut être, d'autant plus fort dans sa culture. C'est dans ce sens que je vous félicite d'avoir passé toute une journée de réflexion au profit de notre jeunesse.

La jeunesse est évidemment partie prenante et j'imagine que dans le Parlement des jeunes, le sujet sera abordé. Récemment j'ai pu assister à une partie d'un débat sur la laïcité, c'était très intéressant. Tous les partenaires étaient présents. Je crois que ces jeunes doivent être accompagnés et ils peuvent aussi nous donner un message de qualité. N'oubliez pas qu'être jeunes c'est un état d'esprit que nous avons tous, c'est esprit de la jeunesse pour la créativité et pour le bien de notre canton.

10.- Réponses au questionnaire

A l'issue de cette journée de séminaire, de nombreux intervenants ont témoigné de leur satisfaction d'avoir participé aux discussions et souhaité une continuité de cette réflexion sur l'unité. En revanche, les réponses directes au questionnaire distribué n'ont pas été la majorité, un grand nombre d'invités estimant que de telles réponses ne pouvaient être données séance tenante.

De manière assez large, on dégage quatre éléments:

- 1) ne pas laisser le sujet en jachère et poursuivre la discussion ;
- 2) faire avancer la refonte institutionnelle dans le sens d'un redécoupage du Valais qui corresponde à la réalité d'aujourd'hui.
- 3) faire apparaître dans le débat la société civile et les jeunes.
- 4) Nécessité de faire un calendrier de l'unité à travers des rencontres sur le thème, voire des manifestations didactiques et culturelles.

Reste controversé le sujet de la Constituante ainsi que la création d'un observatoire des questions relatives à l'unité. A noter que même si notre gremium avait largement contesté l'importance donnée au politique, beaucoup insistent sur le fait que la politique seule peut apporter les réponses idoines.

11.- Prises de positions individuelles

reçues après le séminaire du 3 12. 05

1.- MARCELLE MONNET

Faire ou ne pas faire ?

1. *L'unité cantonale est un mythe. En réalité notre canton fonctionne comme deux demi-cantons. Structures doublées, fonctionnement différencié au niveau politique, scolaire, police.....
Le Valais supérieur est tourné vers la Suisse allemande et les jeunes partent étudier et travailler en Suisse allemande. Le Bas Valais est tourné vers l'arc alémanique.
Même la perception du canton n'est pas la même dans le Haut et le Bas.*
2. *Pourtant je pense que chacun se sent Valaisan et que les traits de caractères sont assez semblables pour donner aux habitants une sensation d'unité cantonale surtout vis-à-vis de l'extérieur. On se sent Valaisan face au reste de la Suisse mais pas par rapport à l'autre moitié du canton.
Si l'unité cantonale n'est pas en danger il serait temps d'améliorer nos relations et surtout de réformer les structures pour les rendre plus performantes et moins régionalistes.*

Que faire ?

3. *En tout premier une analyse des dysfonctionnements mais aussi des réussites au niveau des structures, des flux financiers et des besoins spécifiques des deux parties du canton, ferait disparaître tous les bruits qui pourrissent les rapports et n'améliorent pas les contacts.
Apprendre à connaître l'autre par des échanges linguistiques, du sport, ou de la culture c'est forcément améliorer les liens. Dès que l'on améliore les contacts la perception de l'autre change et les clichés et les préjugés tentent à disparaître.*
4. *Je suis favorable à un approfondissement des problèmes et des solutions envisageables par un panel de personnalités disposées à travailler sur le sujet afin de trouver des pistes pour améliorer l'unité de notre canton.*
5. *Un audit de nos institutions ne permettrait que de mettre en forme et de définir ce que tout le monde sait déjà. Le fonctionnement de nos institutions n'est que le reflet d'une volonté politique de faire cohabiter majorité et minorité linguistiques sans trop de heurts en distribuant les avantages et les postes et en privilégiant les régions car là non seulement la langue mais aussi l'économie plaine montagne ou villes campagnes influent sur l'équilibre cantonal.*

Comment faire ?

6. *Je n'ai pas l'impression qu'un observatoire de l'unité aurait assez d'indépendance et de pouvoir pour influencer le fonctionnement du canton. Dans la majorité des cas nous avons l'information mais les décisions prises le sont de manière politique afin de sauvegarder les intérêts supérieurs au détriment d'un fonctionnement rationnel des institutions.*
7. *Même remarque que précédemment. En plus le régionalisme est si fort en Valais que l'intérêt supérieur du canton n'a que peu de poids contre la multiplicité des intérêts. (La planification des soins hospitaliers en est un bon exemple).*
8. *Une redistribution territoriale des districts ou des circonscription électorales a déjà été évoquée mais chaque fois rejetée car elle affaiblirait la majorité.
L'économie ayant ses propres règles de fonctionnement et étant confrontée à la mondialisation et à l'ouverture des marchés c'est le seul domaine qui peut évoluer en Valais.
Le morcellement en 8 régions économiques a été abandonné pour trois régions alors qu'une aurait amplement suffi.*
9. *Oui à condition que ce ne soit pas une charte, lettre morte, qui ne ferait que justifier le fonctionnement actuel et donnerait bonne conscience aux partis.*
10. *Depuis longtemps les partis minoritaires souhaitent une réforme en profondeur de notre Constitution et de nos institutions. Notre Constitution date et même si des articles sont régulièrement corrigés elle apparaît désuète et hétéroclite.*

2 .- JEAN-DANIEL ANTILLE

Au terme de la présentation des trois premières thèses, mon sentiment a été le suivant :

On joue avec identité, unité pour faire sortir une grande frustration des minorités du Valais romand, voire une jalousie à l'endroit de la minorité haut-valaisanne mieux traitée, mieux représentée....

Après avoir eu un peu d'espoir au cours des discussions du groupe de travail, j'en suis revenu au même sentiment qu'au début, et cette fois conforté.

Cette remise en question est le résultat d'un postulat déposé par un groupe minoritaire romand !

Grande théorie philosophique sur le vivre ensemble et vivre côte à côte ...

La grande machine « C » est grippée, malade, manipulatrice, etc.

Les trois régions constitutionnelles seront-elles représentées dans le futur ?

Enfin, la construction du mur des lamentations...

Est-ce le souci du citoyen valaisan ? Se pose-t-il la question de son identité, de l'unité du canton dans le lequel il vit, qu'il défend, pour lequel il porte bannière haut et fort chaque fois que l'occasion lui est donnée ?

Les entreprises de tout le Valais n'ont pas attendu de savoir si on vivait ensemble ou côte à côte pour se mettre ensemble et former des consortiums et se battre contre des entreprises hors cantons.

Nos commerçants commercent sans problème.

Nos étudiants se forment au travers des possibilités offertes dans tout le canton.

Les organismes, par exemple de développement économique, se sont mis ensemble pour tout le Haut-Valais (association de 4 régions socio-économiques) et le Valais romand (association de 4 régions socio-économiques) ; et ces deux organismes valaisans collaborent, échangent sans problème, en faisant fi des « sacro-saintes » régions constitutionnelles. Le RSV en fait de même, etc.

Qu'il faille renforcer les échanges sur le plan de la formation, de la culture, même d'une manière de penser en général ne fait aucun doute.

En réalité, il s'agit, selon ma perception, d'une « crisette politique » liée à l'élection du Conseil d'Etat et au refus par le peuple du système proportionnel.

Les gens de Martigny et de Fully ; de Bagnes, d'Orsières et de Sembrancher ; de Sierre et de Sion ; de Viège et de Brigue etc., vivent-ils ensemble ou côte à côte ? Il arrive même à des couples fusionnels de divorcer !!!

Ne tombons pas dans l'émotionnel de quelques frustrés politiques...

Nous avons toujours eu un Conseil d'Etat et nous ne sommes pas prêts de ne plus en avoir....

Faire ou ne pas faire ?

L'unité et l'identité cantonales ne sont pas en danger et, avec l'arrivée des nouvelles générations, elles ne sont pas liées à la répartition des Conseillers d'Etat à travers le canton, mais plus à la valeur des hommes et des femmes qui seront choisis par l'ensemble du peuple valaisan.

Que faire ?

Renforcer les échanges de formation, de culture, de sport. Favoriser des événements qui donnent l'occasion à tous les Valaisans de manifester leur identité, de porter bannière.

De grâce, pas un nouvel observatoire : on va finir par ne faire qu'observer dans ce canton, sans rien réaliser...

Identifier les vrais défis qui sont à nos portes. Par exemple, le remodelage des régions qui avance très vite au niveau national et international. Le Valais romand a déjà adhéré à l'arc lémanique pour tout ce qui a trait aux sciences du vivant. L'ouverture du Lötschberg est proche. Quelles seront les options respectivement du Haut et du Bas-Valais ? Ces choix auront-ils une influence à terme sur l'unité et l'identité ?

Comment faire ?

Mettre en place les indicateurs qui permettent de définir les défis futurs de notre canton.

Définir notre vision à long terme et les objectifs à atteindre.

Etablir un plan d'action qui définisse et donne les moyens de nos ambitions.

Une Constituante : si le but est de parler beaucoup et de réaliser peu... c'est un excellent moyen.

3.- **ANTOINE LATTION** (*lettre*)

4.- GABRIEL BENDER

La rencontre d'hier était intéressante mais trop idéologique, dans le sens que je la trouvais pas assez basée sur les expériences personnelles des participants.

Je n'ai pas ici les textes des postulats mais on les trouve sur le site du Parlement.

Avant de prendre la moindre décision d'action, il faudrait faire une analyse des relations réelles entre le haut et le bas. Pour éviter les biais de test je suggérerais de considérer le Valais comme trois espaces, haut, bas et centre. Ce qui permettrait de faire des analyses de variance et des mesures de dispersion (les échanges et différences sont-ils plus forts à l'intérieur des espaces définis qu'entre espace.) J'imagine que les gens vivent, comme il a été dit à l'échelle de la région et qu'ils se sentent concernés par leur région. Et est-ce que les différences sont plus grandes entre habitants des villes que des champs, entre jeunes albanais et suisses, entre intellos et manuels. On peut penser qu'un habitant de Viège soit plus proche d'un Sédunois que d'un Conchard. Et qu'un ingénieur chimiste de Monthey se sent plus proche de Visp ou de Champéry.

Il faut pouvoir faire un diagnostic basé sur la réalité avant de proposer une quelconque solution. Il est possible que les Valaisans (dans le sens des habitants de ce canton quelque soit leur nationalité se connaissent mal). Par exemple, je dois avouer que je ne connais à peu près rien des réalités du Val d'illiez et que le Haut-Plateau est pour moi une énigme, par contre j'ai toujours été attiré par la réalité des immigrés du sud, et je suis allé plus souvent dans des familles au Portugal (une dizaine de fois) que dans le Haut-Valais (jamais). Le meilleur ami de notre fils est Portugais, le patron du café du Chavalard aussi, mon collègue de travail aussi, ainsi que ma femme de ménage (mais cela, il faut pas le dire c'est au black).

Une réflexion sur l'unité devrait prendre en compte le coût et l'intérêt de l'unité. Le Haut et le Valais francophone doivent-ils avoir la même politique scolaire, culturel, d'aménagement du territoire. On constatera très vite que le Valais n'est pas le Canton bilingue et biculturel qu'on présente, mais bel et bien deux demi-cantons qui vivent dans l'indistinction (le fonctionnement de la justice est un très bon exemple).

Il serait ensuite possible, dans l'intérêt de tout le monde, de faire en Valais une espèce de redistribution des tâches. Qu'est ce qui est de l'ordre de la commune, de la région, du canton, de l'intercantonal, du national et de l'international. En socialiste libertaire que je suis, j'ai tendance a me méfier de l'Etat (et oui, ça existe) et je préfère les principes de la libre association, telle que défini par Bakounine et largement repris par Denis de Rougemont.

5.- YVES ECOEUR

Voici mes réponses aux 10 questions posées à la fin de la journée du 3 décembre passé:

Faire ou ne pas faire :

1. *Unité en danger : selon moi pas maintenant, dans 10 ou 20 ans peut-être. La question de l'identité de canton en termes politiques, culturels ou socio-économique se pose, elle.*
2. *Il ne s'agit pas de réveiller ou de ne pas réveiller de vieux démons, mais de se poser la question de l'identité au-delà des frontières géographiques actuelles du canton. Au-delà ne signifie pas en faire abstraction.*

Que faire ?

3. *Je ne vois pas l'utilité d'une Xème fête des costumes ou des fanfares rassemblant le bas et le haut*
4. *Oui, il me semble plus pertinent d'aller dans cette direction d'un débat sur l'identité au risque de ne pas aboutir à un résultat rapide et visible comme un bouquin ou un colloque prestigieux. Penser à inviter davantage de jeunes (sans tomber dans le jeunisme) et plus d'acteurs culturels.*
5. *Cet audit est prévu suite à la motion Bender and Co, semble-t-il. On verra ce qu'il en ressort*

Comment faire ?

6. *Non*
7. *Non*
8. *Oui suite à étude attentive et large*
9. *Eventuellement*
10. *J'ai mes doutes sur ce genre de gros machin et sur ce qui peut en sortir. Pour ma part j'attendrais un rapport de force plus favorable à mes idées pour lancer cela. En l'état, le résultat n'est pas certain d'être plus progressiste que l'ancienne Constitution... On peut toujours rêver.*

Remarques conclusives dans mon style, donc assez libre:

Merci encore et bravo pour l'organisation de cette journée. Peut-être me suis-je exprimé maladroitement ce jour là, mais je pense que cette journée a ouvert des fenêtres ici ou là pour penser notre façon d'être ensemble en Valais, c'est déjà beaucoup.

Je pense qu'un des problèmes politiques de ce Canton est que le peuple qui élit n'est pas celui qui fait le plus avancer le Canton et qui crée dans les domaines culturels, sociaux ou économique, d'où un décalage. Le peuple votant agit encore à l'ancienne mode : proximité, népotisme, partage des avantages, servilité.

Le PRD s'accroche à la Constituante, c'est normal, c'est le parti des institutions de la Suisse moderne. Leur oubli c'est que les institutions sont le résultat d'un Etat économique, social avec les valeurs des acteurs dominants de la fameuse société civile. Le PRD actuel étant le parti du libéralisme économique ne peut plus être l'acteur pertinent, sauf à vouloir faire de nos institutions un cadre économique au libéralisme. Mais une Constituante relancerait très certainement les affaires du PRD.

Le PDC lui a fait le dos rond et ses pontes se sont montrés d'une ouverture magnifique. C'était magnifique de voir à quel point certains étaient critiques sur le régime défendu pendant des décennies. Normal, sachant que le catholicisme est la religion des 5 dernières minutes, mieux vaut se repentir en fin de course au cas où.

Le PS est resté certainement très (trop) rigide sur ses positions avec des difficultés à sortir d'un discours très convenu, et je me mets dedans évidemment.

Je pense donc que cette journée a été bénéfique, que les thèses sont pertinentes, mais que pour moi le débat doit se faire davantage au niveau de l'identité globale et des défis dus à la mondialisation, extension européenne, nouvelle péréquation financière, axes de communications nouveaux etc.

6.- **YVES FOURNIER**

Faire ou ne pas faire ?

(ch. 1) - *Il me semble judicieux d'entreprendre une action proportionnée aux risques de division.*

Que faire?

La première variante (ch. 3) me semble plus convaincante.

Comment faire ?

Plutôt que les chiffres 6 à 10, je pencherais pour une fondation modeste mais efficace qui, sur le modèle de la fondation (www.fondationch.ch <<http://www.fondationch.ch>>) serait chargée d'évaluer les risques de dérapage(s) régionaliste(s) et d'encourager (appui administratif et financier) les échanges entre les deux parties du Canton avec par exemple des échanges de classes, des manifestations culturelles ou sportives à cheval sur la frontière linguistique (via des fédérations cantonales) , mise en valeur des collaborations économiques existant.

Le travail de cette fondation ne devrait en aucun cas négliger l'aspect communicationnel. Beaucoup de collaborations sont entreprises mais sont considérées comme allant de soi, On finirait parfois presque par oublier que nos jeunes skieurs sont regroupés dans une même équipe valaisanne (Ski Valais) ou que nos sociétés musicales sont regroupées dans la même association. Partons de ce qui existe, mettons-les en valeur, faisons de ces collaborations une mode!

En outre une HEP monosite bilingue me semblerait aussi un premier pas dans le sens d'un véritable Walliser Bund.

7 **JEAN-JACQUES ZUBER**

Quelques réflexions en marge du Colloque Unité du Valais

Citoyenneté et expression politique

Les animateurs du colloque ont focalisé leur attention sur les structures politiques du canton et sur les rapports de force entre partis politiques. La lutte pour l'hégémonie et le pouvoir rendant compte à la fois de l'origine et du maintien d'une architecture désuète.

Cette problématique ne manque évidemment pas de pertinence et d'intérêt. Mais elle se situe largement en aval d'une question plus cruciale: la capacité des partis politiques à prendre en compte les problèmes qui intéressent la population, à se situer par rapport aux grandes options de la société moderne.

Les partis politiques ont pour vocation manifeste d'être des lieux de débat, de concertation, de formation et de formulation des opinions. Ils sont, non seulement utiles ou nécessaires, mais indispensables au fonctionnement démocratique. Or, les partis traditionnels (à l'exception fréquente de l'UDC) désertent de plus en plus le champ du débat, se taisent sur les sujets brûlants ou émettent des avis ambigus pour éviter d'indisposer une partie de l'électorat. Ils sont devenus, aux yeux d'une majorité de la population, particulièrement de la population des 20-50 ans, de simples machines à élire, des PlayStations entre les mains de quelques passionnés.

Cette désertion des problèmes sociaux suscite l'émergence d'une foule d'entités diverses, clubs, lobbies, ONG qui, avec des compétences généralement insuffisantes et sans légitimité, se saisissent des questions politiques et pèsent sur les choix des citoyens d'une manière plus forte que les partis constitués. Les conséquences sont désastreuses: nous sommes précipités dans l'irrationalité, dans le populisme, ou encore dans une simple et honteuse Schadenfreude.

Les citoyens qui ont à cœur la chose publique sont navrés ou fâchés; d'autres se contentent de tourner le dos à la politique et, occasionnellement, de décocher le coup de pied de l'âne.

Quelques friches

« Pour rendre plus concret le propos ci-dessus, un simple échantillon de problèmes sur lesquels les partis politiques rechignent à se déterminer:

- *le chômage structurel*: dans une société de la connaissance, à quoi occupera-t-on les personnes faiblement qualifiées (plus de 30% de la population)?
- *l'AVS et l'âge de la retraite*: sachant qu'on ne pourra plus financer les rentes dans le système actuel, quelles solutions pour prévenir l'effondrement?
- *la dénatalité*: sachant que l'indice de fécondité recule régulièrement (1,3 enfant par femme aujourd'hui), faut-il mettre en place des politiques d'incitation à l'élargissement des familles ou se reposer sur l'immigration, et dans ce dernier cas, laquelle?
- *la politique de la santé*: sachant que le nombre des personnes âgées et malades va augmenter durant les deux ou trois prochaines décennies (au moins), va-t-on simplement laisser filer les primes de l'assurance-maladie ou allons-nous prendre des mesures fortes pour limiter les coûts?
- *la classe moyenne*: la réussite sociale et politique d'un pays se mesure le plus aisément à l'importance de sa classe moyenne; or celle-ci subit un laminage important en Suisse depuis une quinzaine d'années: quelles sont les causes de cette évolution et quelles en sont les conséquences prévisibles? dans quels domaines peut-on agir pour éviter ce dangereux effritement?
- *la pauvreté*: elle progresse dans notre pays qui voit se développer le nombre des *working poors*: considère-t-on que l'aide sociale est la réponse ultime au problème ou chercherons-nous une solution plus dynamique et plus digne?
- *l'égalité hommes-femmes face aux salaires*: les disparités salariales dans de mêmes fonctions sont de l'ordre de 20 à 30% (OFS): allons-nous poursuivre cette politique honteuse et contraire à la Constitution alors que plus de 70% des femmes ont une activité rémunérée?
- *la laïcité*: l'affrontement entre les différentes religions est une réalité récurrente; elle se manifeste à nouveau avec véhémence et dans des termes inhabituels chez nous: allons-nous lever enfin toute ambiguïté sur les relations entre l'Etat et les églises ou sommes-nous disposés à mijoter dans une eau toujours trouble et parfois puante?

»Ces problèmes concernent évidemment l'ensemble du pays. Mais ils peuvent faire l'objet d'une approche et, pour certains, d'un traitement sur le plan cantonal. En toutes occurrences, il est nécessaire que les partis politiques (locaux, régionaux, nationaux) se saisissent de ces questions et prennent position. Ce qui permettra aux citoyens de se situer et de se reconnaître dans l'un ou l'autre parti.

Bal masqué

»*Aujourd'hui, les dés sont totalement pipés:*

- le Parti socialiste défend officiellement la veuve et l'orphelin mais s'appuie en réalité sur les fonctionnaires, les enseignants, les journalistes et les cadres intermédiaires;
- le Parti radical se réclame toujours du "libéralisme social" qui a fait son succès et celui de la Suisse; mais il se cantonne désormais dans des propositions suffisamment anodines pour ne pas déclencher l'action;
- le PRD ne parvient même pas à tenir un discours clair sur la laïcité, l'un de ses thèmes historiques;
- le PDC, réputé au centre de l'échiquier, se trouve en fait très à droite dans ses bastions (cela se vérifie au Conseil des Etats), tandis qu'il va à la pêche aux voix à gauche dans les cantons où il est minoritaire; faut-il entendre que le centre dont se réclame le PDC est un mélange Ovomaltine? et quid du "C" dans les prochaines années?
- l'UDC est parvenue, en pratiquant un discours sécuritaire, à semer le doute et la peur dans des populations qui étaient sereines jusqu'à la fin des années quatre-vingt et qui avaient de bonnes raisons pour le demeurer (la Suisse centrale, par exemple).

»Comment un citoyen critique peut-il adhérer à des partis qui trichent délibérément sur leur identité? Et comment s'étonner que le clientélisme se substitue au débat dans la stratégie des partis?

Constituante

»Une constituante serait à même de répondre aux préoccupations exprimées par les animateurs du colloque. Si l'idée ne m'a pas séduit immédiatement, je la rejoins cependant, pour deux raisons:

1. elle permettra, comme relevé à Sierre, de réorganiser l'architecture politique du canton;
2. elle obligera les partis à se déterminer sur un certain nombre d'objets concrets.

Identité valaisanne: l'expérience indigène

»Le fait que l'on s'interroge sur l'identité valaisanne implique qu'on ait accepté comme hypothèses de travail, soit que cette identité n'existe pas, soit qu'il y ait plusieurs identités valaisannes.

»Or, je ne vois pas sur quelles observations ces hypothèses peuvent se fonder. Il me paraît au contraire que les éléments identitaires sont plus forts en Valais que dans les autres cantons romands (je connais très mal la Suisse alémanique, hormis Berne et Zurich). Quelques remarques à ce propos:

- les Valaisans, qu'ils séjournent dans leur canton ou à l'extérieur, se réclament de leur origine avec une vigueur remarquable; seul le Jura, à l'époque des plébiscites, a manifesté une revendication cantonale aussi forte;
- dans les entreprises et les cercles de travail qui se développent hors du canton, les Valaisans se reconnaissent et s'aiment en quelque sorte; ils sont quasiment labellisés, comme leur Valdor ou leur pain de seigle;
- dans les contacts avec les autres Suisses, les Valaisans sont rapidement identifiés, mais aussi catalogués comme tels (j'y reviens plus loin);
- dans la vie quotidienne, les Valaisans (de toutes régions) manifestent un comportement social très homogène, marqué par la familiarité entre les personnes, par des relations fluides (le tutoiement), par une certaine gourmandise de la vie, par une liberté de ton méridionale.

»L'identité valaisanne ne peut pas être circonscrite ou décrite en quelques lignes. Mais elle existe d'évidence. Et s'il peut être intéressant de se pencher sur elle, la question ne me paraît pas urgente.

»Il me semble que l'on fait une confusion entre deux notions: celle de l'identité cantonale et celle des intérêts particuliers aux régions. Ces derniers sont nécessairement différents selon qu'on se trouve à Brigue, à Sion ou à Monthey.

»Le problème du régionalisme est différent. Il a été largement évoqué à Sierre par plusieurs intervenants. La seule remarque que je ferai à ce propos, c'est que le régionalisme n'est pas un défaut exclusif des Valaisans. Au contraire, il s'exprime chez nos voisins avec une véhémence identique. Mais le découpage géopolitique de notre canton donne à ces expressions une virulence particulière. D'où mon ralliement à l'idée d'une constituante.

Identité valaisanne: l'expérience exogène

»Ce qui me frappe dans les relations que nous entretenons avec l'extérieur, c'est l'identité que les autres Confédérés nous attribuent, notamment les Alémaniques. Ils se font de nous, la plupart du temps, une image assez stupéfiante. Ils nous considèrent à la fois avec sympathie et défiance. Sympathie à l'égard de bons vivants, défiance à l'égard de personnages pas trop regardants sur les questions éthiques.

»Ils nous attribuent des comportements spécifiques. Il y aurait une manière valaisanne de conduire sa voiture (en excès de vitesse, bien sûr), de mener ses affaires (en trichant un peu), de faire de la politique (en usant de coups bas), d'être délinquant (en surclassant les autres dans le délit ou le crime). Ainsi, un même événement survenant en Valais ou en Thurgovie n'aura pas le même retentissement dans les grands médias alémaniques: le fait valaisan aura droit à la une du *Tagi*, tandis que le fait thurgovien suscitera au mieux quelques lignes à l'intérieur du cahier.

»Cette perception que les autres ont de nous ne doit pas être négligée, car elle retentit directement sur la place que nous occupons dans la politique et dans l'économie du pays.

»Il arrive fréquemment que des entreprises valaisannes ouvrent une succursale dans une métropole romande ou alémanique, non pas par nécessité commerciale, mais pour échapper au soupçon de pratiques hasardeuses.

»Nos relations avec la Confédération souffrent également de cette appréhension défavorable. Ce qui est accordé à d'autres cantons comme une prestation naturelle prend l'allure d'une concession, ou pire, d'une charité lorsque c'est le Valais qui en bénéficie.

»Nous ne pouvons pas faire l'économie d'un examen attentif de cette situation. Car, même s'il est avéré que chaque peuple développe et cultive son Far West imaginaire, il demeure que certains comportements des collectivités publiques valaisannes ont permis à ces préjugés de prendre corps, de se maintenir, de se fortifier.

»C'est à mon avis une étude qu'il faudrait faire réaliser par un institut bien équipé pour ce genre de démarche (Institut d'études politiques de l'Université de Berne, Institut gfs de Bâle?).

Unité cantonale: la question des langues

»La coexistence de deux langues dans un pays ou dans une région n'est pas une richesse naturelle, comme on le répète avec une sorte de piété incantatoire. C'est un handicap; on peut le vérifier dans toutes les régions confrontées à cette situation (la Belgique, la Hollande, Berne, Fribourg etc.). Un handicap d'autant plus important lorsque l'une des deux langues en question est un patois exclusif, inutilisable en dehors de l'aire géographique minuscule où il s'est développé.

»Cela étant, cette situation commande un projet politique capable d'atténuer le handicap, voire de le surmonter par différentes mesures. L'une de celles-ci est de veiller à ce que les citoyens soient à l'aise dans l'une et l'autre langue officielle. Cela passe par une immersion scolaire précoce. Tout le monde est d'accord là-dessus, mais les tentatives qui ont été faites de Brigue à Monthey n'ont pas été encouragées comme elles auraient dû l'être, soit par les institutions, soit par l'Etat. Il faut à ce propos que le DECS se prenne lui-même par la main!

»Les Valaisans francophones ont un intérêt manifeste à maîtriser l'allemand qui est non seulement la langue de la majorité en Suisse mais aussi celle de 90 millions de voisins dont l'économie est généralement dynamique. Le Haut-Valais tire un heureux parti de sa langue dans ses échanges économiques (tourisme, viticulture, industrie). Il accède à des marchés que le Valais romand pénètre avec difficulté.

Unité cantonale: la cohérence sociale

»La géographie du Valais n'est pas favorable à des interactions fortes et soutenues entre toutes les régions du canton. Il n'en reste pas moins qu'une plus grande familiarité est souhaitable pour prévenir ou atténuer les situations conflictuelles.

»Cela pourrait être réalisé dans une certaine mesure grâce à une plateforme d'échanges scolaires, culturels, sportifs, de vacances etc. C'est un chantier qui devrait être conduit par des forces indigènes - certaines sont d'ailleurs déjà à l'œuvre dans le domaine culturel.

Unité cantonale: le grief de l'accapareur

»Dans un pays biculturel, la logique démocratique veut que la minorité bénéficie d'un certain nombre d'avantages (politique distributive), car elle évolue dans une situation plus fragile que la majorité.

»Les revendications des Haut-Valaisans exaspèrent régulièrement les francophones; elles seraient excessives. Elles le sont probablement, comme le sont à l'occasion celles des Romands vis-à-vis des Alémaniques.

»Ce que j'entends mettre en évidence: l'attente de la minorité est légitime et doit être reconnue comme telle; mais il s'agit de l'évaluer, de la circonscrire, et puis de mettre le contrat sur la table - ce que le Valais répugne à faire pour les raisons qui ont été évoquées à Sierre, en particulier par les animateurs.

Unité cantonale: une démarche symbolique forte

»J'ai avancé, dans mon groupe de travail, l'idée d'une commune qui porterait le nom de Sierre-Salgesch (pas trop éloigné de Sierre-Siders). Ce n'était ni une boutade ni une provocation.

»Il se trouve que les deux communes ont développé de fortes collaborations dans les domaines de la gestion du territoire, de la santé, de l'approvisionnement en eau, de la police, etc. Les tissus urbains se rejoignent. La nouvelle route cantonale T9 a d'ailleurs été dotée de trottoirs pour favoriser les déplacements piétons.

»On peut relever encore que depuis une quinzaine d'années la ville de Sierre a des présidents germanophones et d'origine haut-valaisanne, sans que cela ait paru douloureux à quiconque; que la population de Salgesch se familiarise avec le français dès l'enfance.

»Les deux communes auraient, me semble-t-il, intérêt à une fusion:

- Sierre y trouverait l'occasion de s'évader de son syndrome de provincialisation et accéderait à un statut de ville des deux cultures avec les avantages qui en découlent en matière d'accès aux marchés;
- Salgesch bénéficierait de la structure administrative moderne de Sierre; elle accéderait au statut de ville sans sacrifier son nom (gros problème des fusions);
- la nouvelle entité deviendrait le centre suisse indiscutable du vin, en capitalisant la renommée des vins de Salgesch, la notoriété de Vinea, de la Fondation du château de Villa, du Musée de la vigne et du vin.

»Pourquoi ne pas saisir les deux conseils municipaux d'une telle perspective; elle pourrait au moins faire l'objet d'une étude et constituerait une contribution substantielle de notre groupe de réflexion en cas de succès.

Sur la question de l'identité

»Lorsque nous avons évoqué l'identité valaisanne, à Mercier, deux éléments constitutifs de la sociologie du canton n'ont pas été mentionnés; peut-être parce qu'ils sont tellement présents et proches de nous qu'on ne les voit plus: la culture catholique et la culture du vin.

»La culture catholique rend compte dans une très large mesure, me semble-t-il, de phénomènes importants tels que:

- le goût de la transgression
- l'acceptation de l'ordre établi
- la résignation à des situations médiocres (en économie, par exemple)
- le goût de la célébration.

»La culture du vin rattache le Valais au monde méridional et à ses traditions sociales:

- familiarité
- aptitude au contact
- disponibilité à la fête etc.

»Ces deux faits culturels ne rendent-ils pas compte pour une part considérable d'une homogénéité cantonale que je trouve très forte, contrairement à d'autres personnes qui se sont exprimées à Mercier?

»Autre idée qui m'a traversé l'esprit à propos des échanges entendus. Quelqu'un a demandé si les deux communautés linguistiques parviendraient à s'aimer (le mot "aimer" a sans doute été retenu par défaut ou maladresse, et il importe peu).

»Ce qui m'a frappé, c'est l'idée qu'on doive s'aimer pour vivre dans une même entité ou pour se sentir membres d'une même famille. Il est bien connu qu'on est moins impatient à propos des défauts de ceux qu'on ne connaît pas qu'à propos des imperfections de nos voisins immédiats. Ainsi les Valaisans trouvent-ils très sympathiques les Jurassiens qu'ils ne connaissent pas, tandis qu'ils éprouvent des réticences à l'endroit des Vaudois qu'ils fréquentent.

»Le vivre ensemble se situe au-delà de cette appréhension épidermique des relations. Il se fonde sur un destin commun. Et pour cela, la tolérance et le respect réciproques sont suffisants. Pas besoin de sentiments tendres ou émus là-dedans. »